

Fonds de revenu BFI Canada – Rapport de gestion du trimestre terminé le 31 mars 2006

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés du Fonds de revenu BFI Canada (le « Fonds ») pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, et a été rédigé à l'aide de l'ensemble des renseignements disponibles jusqu'au 8 mai 2006 inclusivement. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés (les « états financiers ») du Fonds ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires. Ce rapport doit être lu à la lumière des états financiers du Fonds, incluant les notes complémentaires, et des rapports de gestion du trimestre terminé le 31 mars 2005 et de l'exercice terminé le 31 décembre 2005, déposés sur le site www.sedar.com.

Aperçu de la Société

Le Fonds, par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation, est l'une des plus importantes entreprises nord-américaines fournissant des services complets de gestion des déchets, tels que des services de collecte et d'élimination de déchets solides non dangereux, pour des clients municipaux, commerciaux, industriels et résidentiels de cinq provinces canadiennes et de neuf États aux États-Unis. Le Fonds sert plus de un million de clients et ses actifs de collecte et de mise en décharge sont intégrés verticalement.

Le secteur canadien du Fonds exerce ses activités sous la marque BFI Canada, et est la deuxième entreprise en importance au Canada fournissant des services complets de gestion de déchets, tels que des services intégrés de collecte et d'élimination de déchets, dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Le secteur canadien exerce des activités de collecte de déchets solides dans dix-neuf marchés et exploite cinq décharges, quatre stations de transfert, sept installations de récupération de matières ainsi qu'une centrale de transformation des gaz d'enfouissement en électricité.

Les secteurs américains du Fonds exercent leurs activités sous la marque IESI et offrent des services intégrés de collecte et de mise en décharge des déchets solides non dangereux dans deux régions géographiques, soit le sud, qui est constitué de diverses zones de service au Texas, en Louisiane, en Oklahoma, en Arkansas et au Missouri, et le nord-est, qui est constitué de diverses zones de service dans l'État de New York, au New Jersey, en Pennsylvanie et au Maryland. Les secteurs américains exercent des activités de collecte de déchets solides dans trente-cinq marchés et exploitent dix-sept décharges, vingt-trois stations de transfert, et six installations de récupération de matières.

Le Fonds verse des distributions en espèces aux porteurs de parts de fiducie en fonction de tous les montants reçus par le Fonds, et IESI Corporation (« IESI »), une filiale indirecte du Fonds, verse des dividendes équivalents aux détenteurs d'actions privilégiées de participation (« part des actionnaires sans contrôle »), telles qu'elles sont établies par les fiduciaires. La déclaration de fiducie du Fonds stipule que les distributions mensuelles en espèces doivent être versées vers le quinzième jour du mois suivant (se reporter à la rubrique « Présentation des données par part de fiducie en circulation » pour de plus amples renseignements).

Points saillants – Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie et par action privilégiée de participation, à moins d'indication contraire.)

Sommaire des points saillants financiers

	Trimestres terminés les 31 mars			
	2006	2005 ¹⁾	Variation en \$	Variation en %
	(non vérifié)	(non vérifié)		
Produits	178 864 \$	135 055 \$	43 809 \$	32,4 %
BAIIA ^{A)}	50 551 \$	40 075 \$	10 476 \$	26,1 %
Investissements de maintien et dépenses en actifs liés aux décharges	9 699 \$	8 300 \$	1 399 \$	16,9 %
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 592 \$	24 183 \$	6 409 \$	26,5 %
Total des distributions déclarées	27 777 \$	23 173 \$	4 604 \$	19,9 %
Ratio de distribution	90,8 %	95,8 %		

Notes :

¹⁾ Les produits ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

A) et B) Se reporter aux définitions des pages 26 à 28.

Analyse du sommaire des points saillants financiers

- L'augmentation des produits et du BAIIA^{A)} consolidés est principalement attribuable à la consolidation des résultats d'exploitation d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2006, conjuguée à la vigueur de la croissance interne affichée par les secteurs canadien et américains, qui s'est chiffrée à 15,9 % et à 15,4 %, respectivement, et à l'apport des acquisitions complémentaires stratégiques. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution du taux de change moyen entre les 31 mars 2005 et 2006. Ces résultats d'exploitation reflètent en partie un hiver exceptionnellement doux, lequel a favorisé l'augmentation des volumes de déchets acceptés à nos décharges par rapport au premier trimestre de 2005 et se traduira, si l'acceptation de déchets se poursuit à un rythme semblable, par un dépassement du volume de déchets annuellement autorisé à l'une des décharges du Fonds. Le BAIIA^{A)} supplémentaire estimatif constaté au cours du premier trimestre de 2006 relativement à l'acceptation accrue de volumes de déchets à cette décharge s'est chiffré à environ 850 \$.
- L'augmentation d'un trimestre à l'autre des investissements de maintien et des dépenses en actifs liés aux décharges (les « investissements de maintien ») ainsi que des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} s'explique essentiellement par l'inclusion des résultats d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2006.
- Le total des distributions déclarées sur le nombre moyen pondéré de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation, y compris les distributions versées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005 sur le nombre moyen pondéré de reçus de souscription alors que le produit du placement était détenu en main tierce, a affiché une hausse d'un trimestre à l'autre essentiellement parce que les détenteurs d'actions privilégiées de participation n'ont reçu des dividendes qu'à compter de la date de clôture effective de l'acquisition d'IESI par le Fonds et que le taux de distribution par part de fiducie et par action privilégiée de participation s'est accru de 8,1 % avec prise d'effet le 31 août 2005.

Autres points saillants

- Avec prise d'effet le 10 février 2006, BFI Canada Holdings Inc. (« Holdings ») a conclu une quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour. La convention de crédit modifiée et mise à jour a porté le total du crédit disponible en vertu de la facilité, sous réserve du consentement du prêteur, de 80 000 \$ à 120 000 \$, et arrive à échéance le 30 juin 2010, sous réserve de prorogations de un an. Les taux d'emprunt en vertu de la quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour sont plus avantageux que ceux de la convention de crédit précédente.
- Avec prise d'effet le 10 mars 2006, IESI a apporté des changements à sa convention de crédit et d'emprunt à terme modifiée et mise à jour. Ces changements ont permis de porter le total du crédit disponible en vertu de la facilité, sous réserve du consentement du prêteur, de 500 000 \$ US à 550 000 \$ US et les taux d'emprunt en vertu de la convention de crédit modifiée sont plus avantageux que ceux de la convention de crédit précédente.
- IESI a réalisé une acquisition complémentaire pour une contrepartie en espèces totalisant environ 2 600 \$, y compris la contrepartie conditionnelle.

Points saillants financiers

(en milliers, sauf les montants liés aux parts de fiducie moyennes pondérées, aux actions privilégiées de participation moyennes pondérées et aux reçus de souscription moyens pondérés)

	Trimestres terminés les 31 mars	
	2006	2005 ^{2), 3)}
	(non vérifié)	(non vérifié)
Produits	178 864 \$	135 055 \$
Charges d'exploitation	103 681	76 748
Frais de vente, généraux et administratifs	24 632	18 232
Bénéfice avant les éléments suivants	50 551	40 075
Amortissement	35 273	30 008
Intérêts sur la dette à long terme	8 026	5 275
Frais de financement	79	36 710
Gain net à la cession d'immobilisations	(54)	-
Perte (gain) sur les instruments dérivés	311	(4 693)
(Gain) perte de change	(739)	3 325
Autres charges	107	1 074
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	7 548	(31 624)
Charge (économie) d'impôts	1 537	(19 951)
Part des actionnaires sans contrôle	1 083	(3 211)
Bénéfice net (perte nette)	4 928 \$	(8 462) \$
Bénéfice net (perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué	0,09 \$	(0,21) \$
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation	53 168	41 139
Nombre moyen pondéré d'actions privilégiées de participation en circulation	12 223	15 609
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation	65 391	56 748
Nombre total de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation	65 391	65 391
Investissements de maintien et dépenses en actifs liés aux décharges	9 699 \$	8 300 \$
Investissements de croissance et dépenses en actifs liés aux décharges	15 441	8 663
Total des dépenses en immobilisations et des dépenses en actifs liés aux décharges	25 140 \$	16 963 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 592 \$	24 183 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)} par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée	0,47 \$	0,43 \$
Total des distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	22 775 \$	15 624 \$
Total des distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	-	1 175
Total des distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées et les reçus de souscription moyens pondérés	22 775	16 799
Distributions attribuables aux détenteurs d'actions privilégiées de participation	5 002	6 374
Total des distributions déclarées	27 777 \$	23 173 \$
Total des distributions déclarées par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée	0,42 \$	0,39 \$
Total des distributions déclarées par part de fiducie moyenne pondérée, par action privilégiée de participation pondérée et par reçu de souscription moyen pondéré	0,42 \$	0,41 \$

Notes :

²⁾ Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a acquis IESI. Par conséquent, les résultats d'exploitation du Fonds pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 n'incluent pas les résultats d'exploitation d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2005. Se reporter à la rubrique « Revue de l'exploitation d'IESI » pour une analyse comparative des résultats d'exploitation d'IESI pour les trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005.

³⁾ Les produits et les charges d'exploitation ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

Revue de l'exploitation – Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à l'exception des taux de change, sauf indication contraire.)

(Se reporter à la rubrique « Revue de l'exploitation d'IESI » pour une analyse comparative des résultats d'exploitation d'IESI pour les trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005.)

Consolidation d'IESI

Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a fait l'acquisition d'IESI. Par conséquent les données financières correspondantes pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 qui sont présentées dans les rubriques « Sommaire des points saillants financiers » et « Points saillants financiers » de la section « Points saillants », dans la section « Revue de l'exploitation », dans les rubriques « Dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges » et « Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} » de la section « Autres mesures du rendement », ainsi que dans la section « Sommaire des résultats trimestriels », ne comprennent pas les résultats financiers d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2005. En outre, compte tenu de l'expansion du Fonds aux États-Unis, nous rappelons aux lecteurs qu'une tranche importante des résultats financiers du Fonds provient des États-Unis.

Le tableau suivant est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les éléments suivants : l'incidence financière de la consolidation des résultats financiers d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2005, l'incidence financière de la conversion des résultats financiers d'IESI pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 au taux de change en vigueur au cours de ce même trimestre, exclusion faite de l'incidence de la conversion des résultats financiers d'IESI pour 2006 au taux de change en vigueur au cours de la période allant du 21 janvier au 31 mars 2005, de même que l'incidence financière de la croissance interne et de la croissance par le biais des acquisitions sur les résultats financiers du Fonds pour le trimestre terminé le 31 mars 2006.

Trimestres terminés les 31 mars

Variation en \$	Composition de la variation en \$			
Résultats du Fonds présentés pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 moins les résultats du Fonds pour le trimestre terminé le 31 mars 2005	Période de 20 jours additionnels à l'égard d'IESI *	Incidence du taux de change **	Croissance interne et acquisitions	
Sommaire des points saillants financiers				
Produits	43 809 \$	20 782 \$	(6 102) \$	29 129 \$
BAIIA ^{A)}	10 476 \$	5 416 \$	(1 498) \$	6 558 \$
Investissements de maintien et dépenses en actifs liés aux décharges	1 399 \$	1 273 \$	(326) \$	452 \$
Points saillants financiers				
Produits	43 809 \$	20 782 \$	(6 102) \$	29 129 \$
Charges d'exploitation	26 933	12 954	(3 771)	17 750
Frais de vente, généraux et administratifs	6 400	2 412	(833)	4 821
Bénéfice avant les éléments suivants :	10 476	5 416	(1 498)	6 558
Amortissement	5 265	3 659	(1 213)	2 819
Intérêts sur la dette à long terme	2 751	1 455	(291)	1 587
Frais de financement	(36 631)	-	-	(36 631)
Gain net à la cession d'immobilisations	(54)	-	3	(57)
(Perte) gain sur les instruments financiers dérivés	5 004	-	(19)	5 023
(Gain) perte de change	(4 064)	-	35	(4 099)
Autres charges	(967)	8 478	482	(9 927)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	39 172	(8 176)	(495)	47 843
Charge (économie) d'impôts	21 488	-	27	21 461
Part des actionnaires sans contrôle	4 294	-	-	4 294
Bénéfice net (perte nette)	13 390 \$	(8 176) \$	(522) \$	22 088 \$
Dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges				
Total	8 177 \$	1 273 \$	(821) \$	7 725 \$
Investissements de maintien – Canada	873 \$	-	-	873 \$
Investissements de maintien – É.-U.	526 \$	1 273 \$	(326) \$	(421) \$
Investissements de croissance – Canada	3 268 \$	-	-	3 268 \$
Investissements de croissance – É.-U.	3 510 \$	-	(495) \$	4 005 \$

	Variation en \$	Composition de la variation en \$		
		Période de 20 jours additionnels à l'égard d'IESI *	Incidence du gain de change **	Croissance interne et acquisitions
Résultats du Fonds présentés pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 moins les résultats du Fonds présentés pour le trimestre terminé le 31 mars 2005				
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution BAIIA^{A)}	10 476 \$	5 416 \$	(1 498) \$	6 558 \$
Amortissement des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture capitalisés, déduction faite de l'incidence des révisions des flux de trésorerie estimatifs	554	269	(48)	333
Intérêts sur la dette à long terme	2 751	1 455	(291)	1 587
Primes à des cadres (autres charges)	(1 026)	-	(7)	(1 019)
Impôts exigibles	1 085	46	(69)	1 108
Investissements de maintien	1 399	1 273	(326)	452
Incidence de la couverture de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens	(696)	-	-	(696)
Amortissement du gain au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations	-	-	-	-
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}	6 409 \$	2 373 \$	(757) \$	4 793 \$
Sommaire des résultats trimestriels				
Produits – É.-U. – sud	18 741 \$	14 407 \$	(3 243) \$	7 577 \$
Produits – É.-U. – nord-est	15 591 \$	6 375 \$	(2 859) \$	12 075 \$
Produits – Canada	9 477 \$	- \$	- \$	9 477 \$

Notes :

* Les résultats des secteurs américains pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2005 sont convertis au taux de change de 2006.

** Les résultats des secteurs américains pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 sont multipliés par la différence entre le taux de change de 2006 et celui de 2005.

Change

Une tranche importante des produits, du BAIIA^{A)}, des dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges, des intérêts débiteurs et des impôts sur les bénéficiaires en espèces du Fonds en 2006, dont la présentation est en dollars canadiens, provient des États-Unis. Les dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges, les intérêts débiteurs et les impôts sur les bénéficiaires en espèces provenant des États-Unis sont réglés en dollars américains générés par les activités américaines, ce qui se traduit par une couverture des flux de trésorerie naturelle. Une tranche des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} provenant des États-Unis est couverte, jusqu'en février 2008, par trois conventions de couverture de trois ans à taux unique qui confèrent le droit d'acheter mensuellement 4 500 \$ CA à un taux de change moyen d'environ 1,22 \$. Le but d'une convention de couverture est de protéger une partie des distributions libellées en dollars canadiens, qui sont soutenues par les flux de trésorerie libellés en dollars américains, des variations des taux de change entre le Canada et les États-Unis. Ces couvertures fournissent au Fonds une certaine protection contre les variations des taux de change jusqu'en février 2008, et la direction prévoit renouveler périodiquement ces conventions lorsqu'elles prendront fin. Le Fonds n'a pas désigné ces instruments dérivés libellés en devises comme une couverture. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés, à titre d'élément sans incidence sur la trésorerie, sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Le Fonds présente ses résultats financiers en dollars canadiens et, en conséquence, les variations des taux de change entre le Canada et les États-Unis ont une incidence sur la valeur des résultats d'exploitation du Fonds aux États-Unis convertis en dollars canadiens. Les résultats d'exploitation aux États-Unis sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant qui utilise le taux de change moyen en cours entre le Canada et les États-Unis au cours de la période visée. Les actifs et les passifs aux États-Unis sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les écarts de conversion sont reportés et comptabilisés à titre de composante distincte de l'avoir des porteurs de parts et sont inclus uniquement dans l'état consolidé des

résultats du Fonds lorsqu'une diminution de l'investissement du Fonds dans ses établissements étrangers survient. Les effets de 160 000 \$ US du Fonds à recevoir d'IESI (« les effets à recevoir d'IESI »), qui sont éliminés lors de la consolidation, ne sont pas compris dans l'investissement net d'IESI et, par conséquent, ils sont convertis comme s'ils étaient des soldes commerciaux en devises à l'égard de tiers à chaque date du bilan. Le gain ou la perte de change non réalisé résultant de la conversion des effets à recevoir d'IESI d'une date de bilan à l'autre est comptabilisé dans l'état consolidé des résultats du Fonds à titre de gain ou de perte de change non réalisé, un élément sans incidence sur la trésorerie.

La situation financière et les résultats d'exploitation d'IESI ont été convertis en dollars canadiens au 31 mars 2006 selon les taux de change actuel et moyen d'environ 1,167 \$ et 1,155 \$, respectivement.

La consolidation d'IESI pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 en entier, qui a été en partie contrebalancée par l'appréciation du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, explique en grande partie l'augmentation des résultats financiers du Fonds d'un trimestre à l'autre. L'analyse qui suit complète les éléments détaillés dans les tableaux ci-dessous.

Produits

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005 ⁴⁾	Variation en \$
Total	178 864 \$	135 055 \$	43 809 \$
Canada	64 477 \$	55 000 \$	9 477 \$
É.-U. – sud	63 820 \$	45 079 \$	18 741 \$
É.-U. – nord-est	50 567 \$	34 976 \$	15 591 \$

Note :

⁴⁾ Les produits ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

L'augmentation des produits affichée par les secteurs canadien et américains, est principalement attribuable aux hausses de prix, à la croissance interne, à l'augmentation des surcharges liées au carburant et à l'accroissement des volumes de déchets acceptés aux décharges détenues par le Fonds. Les acquisitions réalisées par les secteurs américains du Fonds entre avril 2005 et mars 2006 ont également fourni un apport à ces augmentations.

Charges d'exploitation

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005 ⁵⁾	Variation en \$
Total	103 681 \$	76 748 \$	26 933 \$
Canada	32 882 \$	28 153 \$	4 729 \$
É.-U. – sud	43 339 \$	31 064 \$	12 275 \$
É.-U. – nord-est	27 460 \$	17 531 \$	9 929 \$

Note :

⁵⁾ Les charges d'exploitation ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

L'augmentation des charges d'exploitation s'explique principalement par la hausse des dépenses liées à la mise en décharge, à la main-d'œuvre et au carburant affichée par les secteurs canadien et américains, qui découle essentiellement de la collecte et de l'acceptation de volumes de déchets supplémentaires, par la hausse des frais engagés pour servir les nouveaux clients et la clientèle actuelle, ainsi que par les acquisitions réalisées par les secteurs américains du Fonds.

Frais de vente, généraux et administratifs

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	24 632 \$	18 232 \$	6 400 \$
Canada	9 401 \$	7 899 \$	1 502 \$
É-U. – sud	9 065 \$	6 120 \$	2 945 \$
É-U. – nord-est	6 166 \$	4 213 \$	1 953 \$

L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs des secteurs canadien et américains découle essentiellement de la hausse des honoraires et des frais liés au régime d'intéressement à long terme (le « RILT »), lesquels sont comptabilisés à un taux correspondant à 2,25 % des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} conformément à une modification apportée au RILT du Fonds, conjuguée aux acquisitions réalisées par les secteurs américains du Fonds. De plus, les coûts liés aux options sur parts de fiducie, qui constituent un élément sans incidence sur la trésorerie et totalisent environ 200 \$, expliquent également une partie de l'augmentation affichée par le secteur canadien.

Amortissement

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	35 273 \$	30 008 \$	5 265 \$
Canada	12 954 \$	13 006 \$	(52) \$
É-U. – sud	11 350 \$	8 547 \$	2 803 \$
É-U. – nord-est	10 969 \$	8 455 \$	2 514 \$

La baisse de l'amortissement affichée par le secteur canadien s'explique essentiellement par une diminution de l'amortissement des actifs incorporels et des immobilisations, en raison principalement de l'amortissement intégral de la valeur de ces derniers, contrebalancée en partie par la hausse de l'amortissement des actifs liés aux décharges compte tenu de l'augmentation du volume de déchets acceptés. La hausse de l'amortissement affichée par les secteurs américains résulte surtout de l'amortissement des immobilisations de croissance acquises et de la hausse de l'amortissement des actifs liés aux décharges compte tenu de l'augmentation du volume de déchets acceptés.

Intérêts sur la dette à long terme

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	8 026 \$	5 275 \$	2 751 \$
Canada	2 148 \$	2 101 \$	47 \$
É-U.	5 878 \$	3 174 \$	2 704 \$

L'augmentation des intérêts sur la dette à long terme s'explique principalement par les prélèvements sur les facilités de crédit renouvelables du Fonds au Canada et aux États-Unis effectués pour financer des investissements de croissance et des dépenses en actifs liés aux décharges (les « investissements de croissance »), de même que par la hausse des taux d'intérêt variables calculés sur les facilités de crédit renouvelables, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par les taux débiteurs plus favorables sur la facilité de crédit renouvelable. Les prélèvements sur les facilités de crédit renouvelables du Fonds aux États-Unis effectués pour financer des acquisitions expliquent également en partie l'augmentation des intérêts sur la dette à long terme d'un trimestre à l'autre, augmentation partiellement neutralisée par la baisse des coûts d'emprunt en raison du remboursement de prélèvements effectués sur la facilité de crédit renouvelable liée au financement par obligations-recettes au cours du quatrième trimestre de 2005.

Frais de financement

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	79 \$	36 710 \$	(36 631) \$
Canada	79 \$	2 090 \$	(2 011) \$
É.-U.	- \$	34 620 \$	(34 620) \$

Au moment de la clôture de l'acquisition d'IESI en janvier 2005, le Fonds a racheté 150 000 \$ US de billets garantis de premier rang à 10,25 % et a engagé des frais d'environ 34 600 \$ à l'extinction.

En 2005, le Fonds, par l'intermédiaire de Holdings, a conclu une convention de crédit modifiée et mise à jour pour clore l'acquisition de la décharge Ridge le 4 janvier 2005, qui a précédé la clôture et la réception du produit du placement de reçus de souscription du Fonds le 21 janvier 2005. Le Fonds a radié les frais de financement reportés et a engagé des coûts supplémentaires relativement à la modification de la convention de crédit, lesquels ont totalisé environ 2 100 \$. En 2006, le Fonds a conclu une quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour et a radié les frais de financement reportés non amortis qui se rapportaient à la convention préexistante.

Gain net à la cession d'immobilisations

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	(54) \$	- \$	(54) \$
Canada	(10) \$	- \$	(10) \$
É.-U.	(44) \$	- \$	(44) \$

Les cessions d'immobilisations généralement destinées au rebut qui ont eu lieu au cours des trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005 se sont traduites par des gains nets à la cession.

Perte (gain) sur les instruments dérivés

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	311 \$	(4 693) \$	5 004 \$
Canada	- \$	- \$	- \$
É.-U.	311 \$	(4 693) \$	5 004 \$

La perte ou le gain sur les instruments dérivés a trait aux pertes ou aux gains non réalisés sur les contrats de change qui sont utilisés afin de diminuer l'incidence de la variation des taux de change des dollars canadien et américain sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, sur les swaps de taux d'intérêt utilisés pour fixer une tranche de l'élément variable de la facilité de crédit d'IESI d'un montant de 385 000 \$ US, et sur une couverture des prix des marchandises relative au vieux carton ondulé. Le Fonds n'a pas désigné ces instruments dérivés comme couvertures et, par conséquent, la variation de la juste valeur de ces instruments dérivés est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

(Gain) perte de change

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	(739) \$	3 325 \$	(4 064) \$
Canada	(191) \$	3 325 \$	(3 516) \$
É.-U.	(548) \$	- \$	(548) \$

Le Fonds détient des effets à recevoir d'IESI de 160 000 \$ US qui ne sont pas compris dans l'investissement net d'IESI et qui sont par conséquent convertis comme s'ils étaient des soldes commerciaux en devises à l'égard de tiers à chaque date de bilan. Le gain de change non réalisé qui résulte de la conversion des effets américains à recevoir détenus par le Fonds atteint un total d'environ 190 \$. Les gains de change réalisés par les secteurs américains du Fonds ont trait au règlement de contrats de change.

Autres charges

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	107 \$	1 074 \$	(967) \$
Canada	- \$	761 \$	(761) \$
É.-U.	107 \$	313 \$	(206) \$

Les autres charges comprennent principalement divers coûts liés au versement de primes à des cadres relativement à la clôture de l'acquisition d'IESI.

Charge (économie) d'impôts

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Total	1 537 \$	(19 951) \$	21 488 \$
Canada	1 956 \$	(7 343) \$	9 299 \$
É.-U.	(419) \$	(12 608) \$	12 189 \$

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, le Fonds a constaté une charge d'impôts totalisant environ 1 500 \$. La baisse de l'économie d'impôts affichée par les secteurs canadien et américains est principalement imputable aux économies d'impôts constatées en 2005 à l'égard des frais de financement, des coûts d'acquisition et des frais connexes.

Part des actionnaires sans contrôle

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, la part des actionnaires sans contrôle s'élève à 1 083 \$ [(3 211 \$) en 2005]. La part des actionnaires sans contrôle représente la quote-part du bénéfice net des actionnaires sans contrôle.

Revue de l'exploitation d'IESI – Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars américains.)

Le tableau et l'analyse qui suivent sont fournis uniquement à des fins d'information pour permettre aux lecteurs d'avoir une meilleure compréhension de la variation des résultats d'IESI pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, comparativement au trimestre terminé le 31 mars 2005. Il est rappelé aux lecteurs que les états consolidés des résultats, des flux de trésorerie et de l'avoir des porteurs de parts du Fonds ne tiennent pas compte des résultats d'IESI pour la période allant du 1^{er} janvier au 20 janvier 2005.

	2006			2005			Variation en \$		
	Sud	Nord-est	Total	Sud	Nord-est	Total	Sud	Nord-est	Total
Produits	55 279 \$	43 800 \$	99 079 \$	46 607 \$	36 575 \$	83 182 \$	8 672 \$	7 225 \$	15 897 \$
Charges d'exploitation	37 539	23 785	61 324	32 283	18 505	50 788	5 256	5 280	10 536
Frais de vente, généraux et administratifs	7 852	5 341	13 193	6 273	4 229	10 502	1 579	1 112	2 691
Bénéfice avant les éléments suivants	9 888	14 674	24 562	8 051	13 841	21 892	1 837	833	2 670
Amortissement			5 091			3 844			1 247
Intérêts sur la dette à long terme			-			28 188			(28 188)
Frais de financement			269			(3 821)			4 090
Perte (gain) sur les instruments dérivés			-			7 344			(7 344)
Coûts liés à l'opération									
Autres (produits) charges			(420)			239			(659)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices			290			(30 914)			31 204
Économie d'impôts			(363)			(10 266)			9 903
Bénéfice net (perte nette)			653 \$			(20 648) \$			21 301 \$

IESI – Produits

Les augmentations des produits dans les secteurs sud et nord-est sont essentiellement dues aux hausses de prix, à la croissance interne, à la hausse des surcharges liées au carburant, à l'augmentation des volumes de déchets acceptés aux décharges détenues par IESI et aux acquisitions réalisées par les secteurs américains du Fonds. Les résultats d'exploitation du secteur nord-est des États-Unis traduisent en partie un hiver exceptionnellement doux, qui a favorisé l'augmentation des volumes de déchets acceptés aux décharges par rapport au premier trimestre de 2005.

IESI – Charges d'exploitation

Les augmentations affichées dans les secteurs sud et nord-est s'expliquent principalement par la hausse des charges d'exploitation visant à gérer la croissance des produits, combinée à la hausse par rapport à l'exercice précédent des coûts liés à la mise en décharge, des coûts du carburant et des frais liés à l'entretien des véhicules.

IESI – Frais de vente, généraux et administratifs

Dans l'ensemble, l'augmentation est principalement imputable à la mise en place du régime d'intéressement à long terme et à une hausse des frais de vente, généraux et administratifs visant à gérer la croissance des produits. Le reste de l'augmentation nette n'est imputable ni à la hausse ni à la baisse d'un élément en particulier ou d'un ensemble d'éléments.

IESI – Amortissement

Relativement à l'acquisition d'IESI par le Fonds, les immobilisations, les décharges et les actifs incorporels d'IESI incluent des ajustements de la juste valeur totalisant environ 150 000 \$. L'amortissement de ces ajustements de la juste valeur, calculé pour le trimestre complet terminé le 31 mars 2006 plutôt que pour la période allant du 21 janvier au 31 mars 2006, constitue la raison principale de l'augmentation comparative de l'amortissement.

IESI – Intérêts sur la dette à long terme

La hausse des intérêts sur la dette à long terme est principalement due à l'augmentation des prélèvements effectués sur la facilité de crédit renouvelable au cours de 2005 et de 2006 visant à financer des investissements de croissance et des acquisitions.

IESI – Frais de financement

Parallèlement à la clôture de l'acquisition d'IESI par le Fonds, le Fonds a racheté 150 000 \$ US de billets garantis de premier rang d'IESI portant intérêt à 10,25 % et a engagé des frais d'environ 28 000 \$ relativement au rachat.

IESI – Perte (gain) sur les instruments dérivés

La perte ou le gain sur les instruments dérivés a trait aux pertes ou aux gains non réalisés sur les contrats de change, aux swaps de taux d'intérêt et à une couverture sur les prix des marchandises relative au vieux carton ondulé. IESI n'a pas désigné ces instruments dérivés comme couvertures et, par conséquent, la variation de la juste valeur de ces instruments dérivés est imputée aux résultats.

IESI – Coûts liés à l'opération

En 2005, IESI a passé en charges des coûts avant son acquisition par le Fonds. Les frais pris en charge par IESI comprennent les frais juridiques, de financement et de consultation, et ils ne peuvent pas être capitalisés.

IESI – Autres (produits) charges

Les autres produits ou charges comprennent les gains de change réalisés, le gain net à la cession d'immobilisations et divers coûts liés aux versements de primes à des cadres, coûts engagés par IESI relativement à son acquisition par le Fonds.

IESI – Économie d'impôts

La diminution de l'économie d'impôts est principalement imputable à la constatation en 2005 de pertes autres qu'en capital et d'économies d'impôts à l'égard des frais de financement.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Autres mesures de rendement – Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie et par action privilégiée de participation.)

Dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
	(non vérifié)	(non vérifié)	
Total	25 140 \$	16 963 \$	8 177 \$
Investissements de maintien :			
Canada	3 439 \$	2 566 \$	873 \$
É.-U.	6 260 \$	5 734 \$	526 \$
Investissements de croissance :			
Canada	7 697 \$	4 429 \$	3 268 \$
É.-U.	7 744 \$	4 234 \$	3 510 \$

Investissements de maintien

L'augmentation des investissements de maintien pour les secteurs canadien et américains du Fonds résulte principalement d'une plus grande clientèle, de la hausse des coûts d'acquisition d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges, de l'augmentation des dépenses engagées relativement à l'aménagement de cellules et à l'acquisition de véhicules et de matériel, ainsi qu'aux investissements de maintien engagés à l'égard des acquisitions menées à terme par l'intermédiaire des secteurs américains du Fonds entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006.

Investissements de croissance

L'augmentation des investissements de croissance pour les secteurs canadien et américains du Fonds résulte principalement des véhicules, du matériel et des conteneurs acquis dans le but de soutenir la croissance des produits ou l'exécution des nouveaux contrats, ainsi que de l'aménagement de cellules, qui entraînera des retombées positives au cours d'une ou de plusieurs périodes futures.

Nous rappelons aux lecteurs que les apports aux produits et au BAIIA^{A)} provenant des investissements de croissance visant des véhicules, du matériel ou des conteneurs se concrétiseront au cours de la période visée par le contrat sous-jacent et probablement par la suite. Pour le Fonds, les retombées de ces investissements de croissance s'échelonnent environ sur trois à cinq ans.

Le Fonds aménage ses capacités de mise en décharge conformément aux modèles de conception et aux obligations liées aux permis. Par conséquent, l'aménagement de capacités de mise en décharge plus importantes que le volume utilisé au cours d'une période ou d'un exercice donné est désigné à titre d'investissement de croissance lié aux décharges. À mesure que les capacités aménagées en excédent sont utilisées au cours d'une période ou d'un exercice subséquent, elles sont désignées à titre d'investissements de maintien liés aux décharges au cours de cette période ou de cet exercice. Cette façon de faire pourrait cependant donner lieu à des investissements de croissance négatifs au cours des périodes ou des exercices pendant lesquels l'utilisation de l'excédent des capacités aménagées précédemment est supérieure aux investissements de croissance liés aux décharges effectués au cours de la période ou de l'exercice considéré.

Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}

Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} ont totalisé 30 592 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, comparativement à 24 183 \$ pour le trimestre correspondant terminé le 31 mars 2005. La hausse de 6 409 \$ est essentiellement attribuable à l'augmentation d'environ 10 500 \$ de l'apport du BAIIA^{A)} lié aux activités poursuivies, partiellement contrebalancée par une hausse d'environ 2 800 \$ des intérêts sur la dette à long terme en raison des taux d'intérêt accrus et d'une dette plus élevée et par un accroissement des investissements de maintien d'environ 1 400 \$.

Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 ont atteint 0,47 \$, soit une hausse de 0,04 \$ par rapport au trimestre correspondant terminé le 31 mars 2005.

Les fiduciaires et la direction du Fonds ont choisi de définir et de calculer les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} au moyen d'une méthode fondée sur l'exploitation, comme suit :

(en milliers)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	2004
BAIIA ^{A)}	50 551 \$	40 075 \$	14 134 \$
Amortissement des coûts capitalisés liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, déduction faite de l'incidence des révisions des flux de trésorerie estimatifs	(1 472)	(918)	(835)
Intérêts sur la dette à long terme	(8 026)	(5 275)	(1 176)
Primes à des cadres (autres charges)	(107)	(1 133)	-
Impôts exigibles	(1 459)	(374)	(105)
Investissements de maintien	(9 699)	(8 300)	(1 105)
Incidence de la couverture de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens	748	52	-
Amortissement du gain au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations	56	56	-
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}	30 592 \$	24 183 \$	10 913 \$

Le montant en espèces reçu au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations en 2004 sera imputé aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} à partir du mois de juillet 2004, et jusqu'à l'échéance sous-jacente des débiteures garanties de premier rang, comme suit :

(en milliers)

Exercice	Amortissement annuel	Amortissement total
2004	112 \$	112 \$
2005 à 2008	224 \$	896
2009	155 \$	155
2010 à 2013	86 \$	344
2014	43 \$	43
		<u>1 550 \$</u>

Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, calculés selon la méthode fondée sur les flux de trésorerie, comme le recommande l'avis 52-306 du personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur les mesures financières non définies par les PCGR, sont présentés à la note c), qui figure à la page 29.

Sommaire des résultats trimestriels

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie.)

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2006	
(non vérifié)	T1	Total
Produits		
Canada	64 477 \$	64 477 \$
É.-U. – sud	63 820	63 820
É.-U. – nord-est	50 567	50 567
	<u>178 864 \$</u>	<u>178 864 \$</u>
Bénéfice net	4 928 \$	4 928 \$
Bénéfice net par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué ⁷⁾	0,09 \$	0,09 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 592 \$	30 592 \$
Distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	22 775 \$	22 775 \$
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	5 002 \$	5 002 \$
Total des distributions déclarées	<u>27 777 \$</u>	<u>27 777 \$</u>

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2005				
(non vérifié)	T4	T3	T2	T1 ⁶⁾	Total
Produits					
Canada	61 948 \$	65 573 \$	65 073 \$	55 000 \$	247 594 \$
É.-U. – sud	63 196	62 710	62 760	45 079	233 745
É.-U. – nord-est	52 743	54 433	53 933	34 976	196 085
	<u>177 887 \$</u>	<u>182 716 \$</u>	<u>181 766 \$</u>	<u>135 055 \$</u>	<u>677 424 \$</u>
Bénéfice net (perte nette)	5 053 \$	6 296 \$	7 756 \$	(8 462) \$	10 643 \$
Bénéfice net (perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué ⁷⁾	0,10 \$	0,13 \$	0,16 \$	(0,21) \$	0,22 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 569 \$	32 951 \$	33 176 \$	24 183 \$	120 879 \$
Distributions déclarées	21 595 \$	20 672 \$	18 739 \$	15 624 \$	76 630 \$
Distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	- \$	- \$	- \$	1 175 \$	1 175 \$
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	6 130 \$	6 429 \$	6 963 \$	6 374 \$	25 896 \$
Total des distributions déclarées	<u>27 725 \$</u>	<u>27 101 \$</u>	<u>25 702 \$</u>	<u>23 173 \$</u>	<u>103 701 \$</u>

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2004 ^{6), 8)}				
(non vérifié)	T4	T3	T2	T1	Total
Produits					
Canada	52 513 \$	48 913 \$	49 762 \$	42 201 \$	193 389 \$
É.-U. – sud	-	-	-	-	-
É.-U. – nord-est	-	-	-	-	-
	<u>52 513 \$</u>	<u>48 913 \$</u>	<u>49 762 \$</u>	<u>42 201 \$</u>	<u>193 389 \$</u>
Bénéfice net	5 633 \$	5 159 \$	5 808 \$	3 362 \$	19 962 \$
Bénéfice net par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué ⁷⁾	0,21 \$	0,19 \$	0,22 \$	0,13 \$	0,75 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	10 307 \$	11 681 \$	8 537 \$	10 913 \$	41 438 \$
Distributions déclarées	9 292 \$	9 011 \$	8 446 \$	8 446 \$	35 195 \$

Notes :

⁶⁾ Les produits ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre ou de l'exercice considéré.

⁷⁾ Le nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 totalisait 53 168 (41 139 en 2005 et 26 500 en 2004). Le calcul du bénéfice net (de la perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée de base inclut la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des actionnaires sans contrôle, et s'élève à 0,09 \$ [(0,21 \$) en 2005 et 0,13 \$ en 2004] pour le trimestre terminé le 31 mars 2006. Le nombre moyen pondéré de parts de fiducie diluées pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 comprend l'échange de la totalité des actions privilégiées de participation, soit 12 223 (15 609 en 2005 et néant en 2004) en parts de fiducie du Fonds et il totalise 65 391 (56 748 en 2005 et 26 500 en 2004). Le calcul du bénéfice net (de la perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée, dilué, exclut la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des actionnaires sans contrôle, et s'élève à 0,09 \$ [(0,21 \$) en 2005 et 0,13 \$ en 2004] pour le trimestre terminé le 31 mars 2006.

⁸⁾ Le sommaire des résultats trimestriels pour les trimestres et l'exercice terminés en 2004 a été retraité afin que sa présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Les retraitements sont conformes à la présentation et à la caractérisation de l'information sectorielle du Fonds. Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a acquis IESI et, par conséquent, les résultats d'IESI ne sont pas inclus dans le sommaire des résultats trimestriels de 2004.

Montant total approximatif de la croissance des produits entre le premier trimestre de 2004 et le premier trimestre de 2006 :

Produits du premier trimestre de 2004	42 200 \$
Apports à la croissance des produits :	
Acquisition d'IESI en janvier 2005, y compris les acquisitions réalisées par les secteurs américains en 2005 et en 2006	114 400
Acquisitions réalisées par le secteur canadien de 2004 à 2006	10 500
Hausse nette des prix, des volumes et du supplément lié au carburant	11 800
Produits du premier trimestre de 2006	178 900 \$

Situation financière

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Principales données du bilan consolidé

	Canada au 31 mars 2006	É.-U. au 31 mars 2006	Données consolidées au 31 mars 2006	Canada au 31 décembre 2005	É.-U. au 31 décembre 2005	Données consolidées au 31 décembre 2005
Débiteurs	37 929 \$	50 197 \$	88 126 \$	36 483 \$	45 372 \$	81 855 \$
Actifs incorporels	54 918 \$	24 821 \$	79 739 \$	58 443 \$	26 060 \$	84 503 \$
Écart d'acquisition	50 889 \$	420 462 \$	471 351 \$	50 889 \$	415 739 \$	466 628 \$
Frais reportés	94 \$	13 585 \$	13 679 \$	- \$	13 478 \$	13 478 \$
Immobilisations	109 607 \$	187 258 \$	296 865 \$	103 124 \$	189 371 \$	292 495 \$
Actifs liés aux décharges	207 250 \$	525 243 \$	732 493 \$	211 457 \$	527 769 \$	739 226 \$
Fonds de roulement déficitaire (actif à court terme moins passif à court terme)	(513) \$	(1 937) \$	(2 450) \$	(29 147) \$	(7 971) \$	(37 118) \$

Débiteurs

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	6 271 \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	1 446 \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	4 825 \$

La hausse des débiteurs du secteur canadien du Fonds s'explique par la croissance plus élevée des produits, ainsi que par le moment où les produits provenant de la vente de conteneurs à une municipalité de la province de Québec et les recouvrements s'y rapportant ont été enregistrés.

La hausse des débiteurs des secteurs américains du Fonds s'explique par la croissance plus élevée des produits, ainsi que par le moment où les recouvrements ont été effectués en ce qui a trait au secteur nord-est des États-Unis, essentiellement la ville de New York.

Actifs incorporels

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(4 764) \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(3 525) \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(1 239) \$

La diminution des actifs incorporels du secteur canadien du Fonds est imputable à l'amortissement, qui totalise environ 3 500 \$.

La diminution des actifs incorporels des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement totalisant environ 1 400 \$ et aux fluctuations des taux de change pour cette même période, contrebalancée en partie par les actifs incorporels obtenus dans le cadre d'une acquisition, d'un montant d'environ 150 \$.

Écart d'acquisition

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	4 723 \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	- \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	4 723 \$

L'accroissement de l'écart d'acquisition des secteurs américains du Fonds est dû à l'écart d'acquisition constaté à l'acquisition, à des paiements conditionnels liés à l'acquisition et aux fluctuations des taux de change.

Frais reportés

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	201 \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	94 \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	107 \$

Les frais reportés ont affiché une variation négligeable, et cette variation n'est attribuable ni à une augmentation ni à une diminution d'un élément ou d'un ensemble d'éléments.

Immobilisations

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	4 370 \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	6 483 \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(2 113) \$

L'augmentation des immobilisations du secteur canadien du Fonds est attribuable surtout aux acquisitions de véhicules et de matériel, d'un montant d'environ 10 600 \$, partiellement contrebalancée par l'amortissement, qui s'est établi à environ 4 200 \$.

La diminution des immobilisations des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement d'un montant total d'environ 9 500 \$, partiellement contrebalancé par les nouvelles acquisitions, par l'obtention d'immobilisations dans le cadre de l'acquisition et par les fluctuations des taux de change, qui ont totalisé environ 7 400 \$.

Actifs liés aux décharges

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(6 733) \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(4 207) \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(2 526) \$

La diminution des actifs liés aux décharges du secteur canadien du Fonds est imputable à un amortissement d'environ 5 100 \$, lequel a été supérieur aux acquisitions d'actifs liés aux décharges et aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture capitalisés, d'un montant total d'environ 900 \$.

La diminution des actifs liés aux décharges des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement d'un montant total d'environ 11 200 \$, lequel a été supérieur aux acquisitions d'actifs liés aux décharges, principalement à la décharge Seneca Meadows, aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture capitalisés, ainsi qu'au taux de change, qui ont totalisé environ 8 700 \$.

Fonds de roulement déficitaire

Variation en \$ – Données consolidées au 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	34 668 \$
Variation en \$ – Canada – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	28 634 \$
Variation en \$ – États-Unis – 31 mars 2006 par rapport au 31 décembre 2005	6 034 \$

La diminution du fonds de roulement déficitaire du secteur canadien du Fonds est attribuable en grande partie à la renégociation de la facilité de crédit canadienne, qui a permis d'en modifier l'échéance, laquelle est passée de 364 jours à juin 2010. Par conséquent, un montant de 29 500 \$ correspondant à la tranche à court terme de la dette à long terme au 31 décembre 2005 et classé dans le passif à court terme a été inclus dans la dette à long terme au 31 mars 2006.

La diminution du fonds de roulement déficitaire des secteurs américains du Fonds est attribuable en grande partie au moment des recouvrements en ce qui a trait au secteur nord-est des États-Unis.

Présentation des données par part de fiducie en circulation

(en milliers)

31 mars 2006

	Parts	\$
Parts de fiducie, à la fin	53 616	908 209
Parts de catégorie A, à la fin	-	-
Total de l'apport en capital, à la fin	53 616	908 209

Parts de fiducie

Un nombre illimité de parts de fiducie peut être émis. Chaque part de fiducie peut être cédée, comporte un droit de vote et représente un droit de bénéficiaire égal et indivis à l'égard de toute distribution versée par le Fonds, que ce soit sous forme de revenu, de gains nets en capital réalisés ou d'autres montants, et à l'égard de tout actif net du Fonds dans le cas de sa dissolution ou de la liquidation.

Parts de catégorie A

IESI, à titre de porteur de la part de catégorie A, a le droit de voter avec les parts de fiducie du Fonds sur toutes les questions à raison de un vote pour chaque part de fiducie recevable à l'exercice des droits d'échange pour chaque action privilégiée de participation. La part de catégorie A donnera habituellement un droit de vote avec les parts de fiducie du Fonds à toutes les assemblées des porteurs de parts ou relativement à toute résolution écrite des porteurs de parts. Le porteur de la part de catégorie A a le droit de désigner jusqu'à deux fiduciaires du Fonds. Le droit de désigner des fiduciaires est tributaire de la participation des détenteurs d'actions privilégiées de participation et le droit de désigner deux fiduciaires est conditionnel à ce que les détenteurs d'actions privilégiées de participation détiennent une participation dans le Fonds, sur une base diluée, excédant 20 %. Si la participation des détenteurs d'actions privilégiées de participation est inférieure à 20 %, mais supérieure à 10 %, le porteur de la part de catégorie A a le droit de désigner un fiduciaire du Fonds. Si la participation des détenteurs d'actions privilégiées de participation est inférieure à 10 %, le porteur de la part de catégorie A n'a pas le droit de désigner un fiduciaire du Fonds. Au 31 mars 2006, la participation indirecte des détenteurs d'actions privilégiées de participation était d'environ 18,0 %.

La deuxième déclaration de fiducie modifiée et mise à jour approuvée lors de l'assemblée extraordinaire des porteurs de parts prévoit que, aussi longtemps que des actions privilégiées de participation sont en circulation, les fiduciaires ne doivent pas déclarer, verser ni effectuer une distribution de flux de trésorerie distribuables ni toute autre distribution d'encaisse ou de biens à l'égard d'une part de fiducie du Fonds, à moins qu'IESI ne déclare une distribution aux détenteurs d'actions privilégiées de participation d'un montant correspondant à la distribution par part payable aux porteurs de parts du Fonds. La part de catégorie A sera remboursable au gré du détenteur en tout temps ou au gré du Fonds en tout temps après la date où aucune action privilégiée de participation n'est en circulation et que les droits relatifs à la part de catégorie A sur le Fonds ont cessé d'être en vigueur. Le prix de rachat de la part de catégorie A sera d'un montant nominal.

Part des actionnaires sans contrôle – Actions privilégiées de participation

Au 8 mai 2006, 10 491 actions privilégiées de participation avaient été converties en parts de fiducie du Fonds depuis l'émission du 21 janvier 2005. Chaque détenteur d'actions privilégiées de participation reçoit des dividendes comme si le détenteur était un porteur de parts de fiducie. En présumant l'échange de la totalité de la part des actionnaires sans contrôle des détenteurs d'actions privilégiées de participation, le Fonds aurait l'équivalent de 65 391 parts de fiducie en circulation au 8 mai 2006.

Situation de trésorerie et sources de financement

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par tonne, à moins d'indication contraire.)

Dette à long terme

Le tableau ci-dessous présente les détails des facilités de crédit à long terme du Fonds :

	Emprunt disponible	Prélèvements effectués sur la facilité au 31 mars 2006 (y compris les lettres de crédit)	Capacité disponible	Échéance
Facilités de crédit à long terme au Canada – présentées en dollars canadiens				
Déventures garanties de premier rang, série A	47 000 \$	47 000 \$	- \$	26-06-2009
Déventures garanties de premier rang, série B	58 000 \$	58 000 \$	- \$	26-06-2014
Facilité de crédit renouvelable	80 000 \$	55 118 \$	24 882 \$	30-06-2010
Facilités de crédit à long terme aux États-Unis – présentées en dollars américains				
Emprunt à terme	185 000 \$	185 000 \$	- \$	21-01-2012
Facilité de crédit renouvelable	200 000 \$	156 059 \$	43 941 \$	21-01-2010
Obligations-recettes	45 000 \$	20 000 \$	25 000 \$	01-10-2035

Les facilités de crédit à long terme du Fonds au Canada et aux États-Unis sont assorties d'une option d'extension permettant d'accroître, de 80 000 \$ à 120 000 \$, la capacité d'emprunt disponible de la facilité de crédit canadienne renouvelable et d'augmenter, de 385 000 \$ US à 550 000 \$ US, la capacité disponible de l'emprunt à terme et de la facilité de crédit renouvelable aux États-Unis.

Au 31 mars 2006, le Fonds était en conformité avec toutes les conditions de ses facilités de crédit renouvelables à long terme. La direction du Fonds est convaincue que les facilités de crédit à long terme et les capacités d'emprunt disponibles du Fonds seront suffisantes pour mener à bien les activités de croissance et d'aménagement planifiées à court terme. La direction a l'intention d'émettre des parts de fiducie du Fonds à mesure que ses capacités d'emprunt disponibles en vertu des facilités de crédit à long terme diminueront en raison des activités d'aménagement et de croissance du Fonds à court terme ou lorsque d'importantes acquisitions stratégiques seront réalisées.

Une tranche de l'emprunt à terme, de deux facilités de crédit renouvelables et des obligations-recettes du Fonds est assortie de taux d'intérêt assujettis aux fluctuations du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires sur 30 jours ou du TIOL. Le Fonds a couvert un montant de 115 000 \$ US en vertu du taux variable sur son emprunt à terme de 185 000 \$ US. Le solde de l'emprunt à terme aux États-Unis, de 70 000 \$ US, et les montants tirés sur les facilités renouvelables du Fonds au Canada et aux États-Unis, qui totalisent 33 000 \$ et 82 000 \$ US, respectivement, et les montants prélevés sur les obligations-recettes, sont assujettis au risque de taux d'intérêt. Une hausse ou une baisse de 1,0 % des taux d'intérêt variables se traduit par une variation des intérêts de 700 \$ US, de 330 \$, de 820 \$ US et de 200 \$ US sur l'emprunt à terme aux États-Unis, sur les facilités de crédit renouvelables au Canada et aux États-Unis du Fonds et sur les obligations-recettes, respectivement.

En vertu des conditions liées aux déventures, à l'emprunt à terme, aux facilités de crédit renouvelables et aux obligations-recettes (collectivement les « facilités »), le Fonds est tenu de rembourser en totalité le capital de chaque facilité à sa date d'échéance respective. Tout cas de défaut exigerait le remboursement avant la date d'échéance. Tout manquement aux conditions des facilités pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, si l'on n'y a pas remédié ou s'il n'a pas fait l'objet d'une dispense, pourrait donner lieu à un devancement du remboursement de la dette visée. Si le remboursement des facilités devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité des facilités.

Les conditions rattachées aux facilités comportent de nombreuses clauses restrictives qui limitent la latitude dont dispose la direction du Fonds à l'égard de certaines décisions commerciales. Ces clauses limitent, entre autres, la capacité du Fonds à contracter des dettes supplémentaires, à grever ses biens d'un privilège ou de toute autre charge, à verser des distributions sur les parts de fiducie et les actions privilégiées de participation au-delà de certains niveaux ou à effectuer d'autres paiements et placements et à contracter d'autres prêts ou à donner d'autres garanties et à vendre ou à céder autrement des actifs, ou encore à fusionner avec une autre entité ou à se regrouper avec elle. En outre, les débetures et les facilités de crédit renouvelables comportent un certain nombre de clauses financières qui requièrent du Fonds qu'il respecte certains ratios financiers et qu'il se soumette à certains tests visant à évaluer sa situation financière. Tout manquement aux conditions prévues par les débetures ou les facilités de crédit pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, si l'on n'y a pas remédié ou s'il n'a pas fait l'objet d'une dispense, pourrait donner lieu à un remboursement anticipé. Si le remboursement des facilités devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité de ces facilités.

La facilité de crédit renouvelable du Fonds aux États-Unis limite les dépenses totales annualisées en immobilisations et en actifs liés aux décharges, moins les dépenses liées aux nouveaux contrats municipaux, à 1,2 fois l'amortissement annuel des immobilisations et des actifs liés aux décharges. Si des occasions se présentent et nécessitent une augmentation des investissements de croissance supérieurs à ceux prévus par la clause restrictive, le Fonds tentera d'obtenir une renonciation à cette clause. L'incapacité à obtenir cette renonciation pourrait faire en sorte que le remboursement de la dette soit devancé, ou se traduise par le report des investissements de croissance. Si le moment du remboursement de la facilité devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité de cette facilité.

La direction du Fonds poursuit son étude active des différentes possibilités lui permettant potentiellement d'échanger son taux d'intérêt fixe sur ses débetures à cinq ans contre un taux d'intérêt variable.

Flux de trésorerie

	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	Variation en \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités suivantes :			
Activités d'exploitation	23 941 \$	(16 308) \$	40 249 \$
Activités d'investissement	(28 192) \$	(145 679) \$	117 487 \$
Activités de financement	(5 968) \$	171 260 \$	(177 228) \$

Activités d'exploitation

L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique essentiellement par la constatation d'une charge éteinte lors du rachat de 150 000 \$ US de billets garantis de premier rang à 10,25 % d'IESI en janvier 2005, laquelle a totalisé environ 34 600 \$. Le reste de l'augmentation est attribuable à l'apport de l'acquisition et à celui de la consolidation d'IESI sur 20 jours supplémentaires pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 comparativement au trimestre terminé le 31 mars 2005. Ces apports ont été contrebalancés en partie par les fluctuations des taux de change.

Activités d'investissement

La diminution des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement s'explique essentiellement par la baisse du nombre d'acquisitions réalisées, partiellement contrebalancée par une augmentation des acquisitions d'immobilisations. En 2005, le Fonds a mené à terme les acquisitions d'IESI et de la décharge Ridge, ainsi que diverses acquisitions complémentaires, qui se sont établies à environ 128 500 \$, alors que les acquisitions se sont chiffrées à environ 2 400 \$ pour le trimestre correspondant terminé le 31 mars 2006. L'augmentation des dépenses en immobilisations d'un trimestre à l'autre est expliquée plus en détail à la rubrique « Autres mesures de rendement » du présent rapport de gestion.

Activités de financement

L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement résulte en partie de la clôture de l'acquisition d'IESI en janvier 2005 et de divers financements obtenus au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005, qui ont généré des flux de trésorerie provenant des activités de financement d'environ 193 000 \$. Le montant net des prélèvements sur les facilités de crédit a totalisé environ 22 500 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2006. Les prélèvements effectués en 2006 sur la facilité de crédit renouvelable ont été essentiellement affectés aux investissements de croissance, au fonds de roulement et aux acquisitions. Le reste de l'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement s'explique

en grande partie par la hausse d'environ 10 000 \$ des distributions versées aux porteurs de parts de fiducie et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation.

En 2006, le Fonds prévoit affecter son excédent de trésorerie et le produit de ses facilités de crédit renouvelables au financement de ses besoins en fonds de roulement, à l'acquisition d'actifs contribuant à la croissance, à l'aménagement de capacités de mise en décharge, à l'amorce de projets d'infrastructure dans ses décharges, ainsi qu'au financement d'acquisitions complémentaires stratégiques et d'acquisitions sur de nouveaux marchés.

Instruments dérivés

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Le Fonds a conclu les instruments dérivés suivants : des swaps de taux d'intérêt variable sur une tranche de sa facilité d'emprunt aux États-Unis, des ententes pour couvrir son risque de change, et un swap sur marchandises relativement au vieux carton ondulé. Le Fonds a conclu des swaps de taux d'intérêt variable et des ententes pour couvrir son risque de change aux termes de sa facilité de crédit aux États-Unis et pour couvrir son risque de change en ce qui a trait à des sommes reçues d'IESI afin de financer les obligations de distribution en dollars canadiens aux porteurs de parts et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation. Le Fonds n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. Dans le but de réduire son risque de crédit, il ne conclut des instruments dérivés qu'avec des contreparties dont les ressources financières sont considérées comme suffisantes.

Le Fonds, par l'intermédiaire d'IESI, a conclu trois conventions de trois ans à taux unique visant à couvrir son risque de change. Les conventions de vente de dollars américains et d'achat de 4 500 \$ CA tous les mois prévoient un taux de change moyen d'environ un dollar et vingt-deux cents, de mars 2005 à février 2008. La direction a l'intention de proroger périodiquement la durée des conventions à mesure qu'elles échoient. Si, après février 2008, le Fonds n'est pas en mesure de remplacer sa couverture visant 4 500 \$ CA tous les mois à un taux de change d'environ un dollar et vingt-deux cents pour atténuer son risque de change, toute variation d'un point de base à la hausse ou à la baisse du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain se traduira par une incidence annuelle d'environ 440 \$ sur les flux de trésorerie libellés en dollars canadiens.

La juste valeur des instruments dérivés du Fonds, qui a totalisé environ 10 300 \$, est comptabilisée au bilan consolidé dans les frais reportés, alors que la variation résultante de la juste valeur, qui s'est chiffrée à environ 300 \$, est comptabilisée à l'état des résultats à titre de perte sur les instruments dérivés.

Distributions

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie et les montants par action privilégiée de participation.)

En prévision du rendement financier post-acquisition d'IESI, le Fonds a augmenté de 12,0 % son taux de distribution annuel par part de fiducie en janvier 2005, qui est passé de 1,4025 \$ à 1,5708 \$ avec prise d'effet en février 2005. En août 2005, le Fonds a augmenté son taux de distribution de 8,1 %, ce qui a porté le taux annualisé à 1,698 \$ par part de fiducie et par action privilégiée de participation à compter de la distribution payable le 15 septembre 2005 aux porteurs de parts de fiducie et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation inscrits le 31 août 2005.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, le Fonds a déclaré des distributions en espèces aux porteurs de parts de fiducie et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation totalisant 0,42 \$, par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée. Le Fonds a déclaré une distribution de 0,1415 \$ par part de fiducie et par action privilégiée de participation, payable le 17 avril 2006 aux porteurs de parts inscrits le 31 mars 2006.

Le tableau suivant présente les ratios de distribution du Fonds par trimestre et par exercice, sur une base cumulative :

	2006	
	T1	Total
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 592 \$	30 592 \$
Distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	22 775 \$	22 775 \$
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	5 002 \$	5 002 \$
Total des distributions déclarées	<u>27 777 \$</u>	<u>27 777 \$</u>
Ratio de distribution	90,8 %	90,8 %
Ratio de distribution cumulé	87,1 %	87,1 %

	2005				
	T4	T3	T2	T1 ⁹⁾	Total ⁹⁾
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 569 \$	32 951 \$	33 176 \$	24 183 \$	120 879 \$
Distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	21 595 \$	20 672 \$	18 739 \$	15 624 \$	76 630 \$
Distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	-	-	-	1 175	1 175
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	6 130	6 429	6 963	6 374	25 896
Total des distributions déclarées	<u>27 725 \$</u>	<u>27 101 \$</u>	<u>25 702 \$</u>	<u>23 173 \$</u>	<u>103 701 \$</u>
Ratio de distribution	90,7 %	82,2 %	77,5 %	95,8 %	85,8 %
Ratio de distribution excluant les distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	90,7 %	82,2 %	77,5 %	91,0 %	84,8 %
Ratio de distribution cumulé incluant les distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	86,6 %	85,9 %	86,7 %	89,1 %	86,6 %

	2004				
	T4	T3	T2	T1	Total
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	10 307 \$	11 681 \$	8 537 \$	10 913 \$	41 438 \$
Distributions déclarées	9 292 \$	9 011 \$	8 446 \$	8 446 \$	35 195 \$
Ratio de distribution	90,2 %	77,1 %	98,9 %	77,4 %	84,9 %
Ratio de distribution cumulé	87,5 %	87,2 %	88,7 %	87,5 %	87,5 %

Note :

⁹⁾ Les distributions déclarées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005 incluent les distributions versées aux détenteurs de reçus de souscription avant la clôture de l'acquisition d'IESI. Par conséquent, les ratios de distribution de 95,8 % et de 85,8 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 et l'exercice terminé le 31 décembre 2005, respectivement, incluent des distributions versées aux détenteurs de reçus de souscription qui s'élèvent à 1 175 \$. Exclusion faite des distributions déclarées et versées aux détenteurs de reçus de souscription, les ratios de distribution ajustés étaient de 91,0 % et de 84,8 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 et l'exercice terminé le 31 décembre 2005, respectivement.

Nature saisonnière des activités

Les produits sont généralement plus élevés durant le printemps, l'été et l'automne, en raison du volume plus important de la collecte et de la mise en décharge des déchets. L'accroissement des produits liés à la collecte et à la mise en décharge est partiellement neutralisé par une augmentation des charges d'exploitation pour gérer et mettre en décharge les volumes de déchets additionnels et par une hausse de l'amortissement des actifs liés aux décharges.

Risques et incertitudes

Le Fonds doit faire face à divers risques et incertitudes liés à ses activités. Un sommaire de ces risques est présenté plus bas. Des détails additionnels sont présentés dans la notice annuelle 2005 du Fonds et dans son prospectus simplifié daté du 20 décembre 2004 déposés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

- renouvellement ou maintien des permis d'exploitation des décharges
- modifications des permis d'exploitation des décharges
- perte de contrats au moment d'appels d'offres ou résiliation anticipée
- dépendance envers les clients qui sont des entreprises de services d'élimination
- concentration géographique des activités
- concentration de la clientèle
- conditions météorologiques et saisonnalité
- conventions collectives
- transfert des surcharges liées au carburant
- confiance accordée aux membres clés de la haute direction
- prise de décision au niveau local
- exécution des dédommagements à l'égard d'IESI
- cautionnements, lettres de crédit et assurance
- endettement, clauses restrictives et besoins en capitaux
- pertes non assurées et sous-assurées
- législation et réglementation gouvernementales
- réglementation et litiges environnementaux
- contamination de l'environnement
- concurrence
- gestion continue de la croissance des activités
- accent continu mis sur la croissance au moyen d'acquisitions
- initiatives gouvernementales visant à réduire la mise en décharge de déchets par la promotion de solutions de rechange
- contrôle de 4264126 Canada Limitée
- risque de change
- estimations comptables
- contrôle interne à l'égard de l'information financière et procédures de contrôle en matière de communication de l'information
- distributions non garanties
- nature des parts de fiducie
- distribution des titres au moment du rachat ou de la cessation des activités du Fonds
- obligations liées aux porteurs de parts
- admissibilité aux fins de placements et réglementation relative aux biens étrangers
- restrictions imposées à certains porteurs de parts et liquidité des parts de fiducie
- questions fiscales au Canada, y compris l'imposition des fiducies de revenu, et aux États-Unis
- échanges futurs d'actions privilégiées de participation

Perspectives

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Aperçu

La direction s'est engagée à mettre en œuvre ses stratégies d'amélioration et celles axées sur le marché ainsi qu'à accroître la valeur de manière continue et audacieuse au sein de ses plateformes d'exploitation. L'objectif de la direction est l'amélioration continue, synonyme de croissance soutenue des produits et d'efficacité de la gestion des activités de l'entreprise. Le développement de nouveaux marchés et l'aménagement des décharges seront au cœur des préoccupations du Fonds; pour ce faire, celui-ci cherchera des moyens d'élargir les activités de l'entreprise, d'accroître sa clientèle sur les marchés stratégiques et de pousser davantage l'internalisation. Le Fonds, en tant que fonds de revenu, tire sa force des éléments suivants : une croissance historique soutenue de ses parts de marché, une forte position concurrentielle, une solide clientèle liée par des contrats à long terme, des exigences prévisibles en matière d'investissements de maintien et de dépenses en actifs liés aux décharges, et la génération active de flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. La direction du Fonds est déterminée à continuer de gérer activement ces forces.

Investissements de maintien

Pour l'exercice 2006, les investissements de maintien, représentant le réinvestissement de capital afin de soutenir les activités d'exploitation à court terme, devraient se situer entre 19 000 \$ et 21 000 \$ pour les activités canadiennes, et entre 27 000 \$ US et 29 000 \$ US pour les activités américaines. Les investissements de maintien devraient être concentrés au cours des trois premiers trimestres de chaque exercice, ce qui pourrait entraîner la déclaration et le versement de distributions supérieures aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} pour ces trimestres. Pour l'exercice 2006, le Fonds a encore pour objectif un ratio de distribution annuel de moins de 90,0 %, ce qui est conforme au ratio de distribution cumulatif historique du Fonds de 87,1 %, affiché de l'établissement du Fonds au 31 mars 2006.

Investissements de croissance

Les investissements de croissance représentent le capital nécessaire pour répondre à la demande en matière de croissance interne ou par acquisition, ou le capital qui profitera exclusivement à des périodes futures. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2006, la direction prévoit engager des dépenses relatives aux investissements de croissance dans le cadre de l'aménagement de la capacité d'enfouissement de déchets supplémentaire, qui profiteront à une ou plusieurs périodes futures, et aux initiatives de croissance au sein des activités de collecte du Fonds.

Situation de trésorerie

La direction du Fonds poursuit son étude des différentes possibilités lui permettant d'échanger son taux d'intérêt fixe sur ses débentures à cinq ans contre un taux d'intérêt variable, et elle a l'intention de proroger la durée de ses instruments dérivés de change à mesure qu'ils échoient.

La direction a l'intention d'émettre des parts de fiducie du Fonds à mesure que ses capacités d'emprunt disponibles en vertu des facilités de crédit à long terme diminueront en raison des activités d'aménagement et de croissance du Fonds ou lorsque d'importantes acquisitions stratégiques seront réalisées.

Activités

Les décharges du Fonds ont accepté des volumes importants de déchets; il se pourrait qu'à l'avenir, de tels volumes de déchets ne puissent plus être acceptés. Le Fonds cherche activement à élargir la portée de ses permis à l'égard de différentes décharges étant donné que la durée de vie autorisée de certaines décharges détenues par le Fonds est écoulée. Le Fonds étudie activement les différentes possibilités pour remplacer la décharge de Calgary. À ce jour, le Fonds a passé en charges la plupart des coûts engagés aux fins de l'aménagement d'une nouvelle décharge.

Le Fonds soumissionne de façon continue à l'égard de contrats résidentiels et d'autres contrats gouvernementaux pouvant prévoir des revenus fixes sur la durée du contrat, ou prévoir une certaine indexation des prix sur la durée du contrat. Dans chaque cas, l'obtention de tels contrats peut exiger des investissements de croissance.

Le Fonds continuera à transférer les suppléments liés au carburant à ses clients en vue d'éliminer les variations du coût du carburant dans ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Il est rappelé aux lecteurs que la hausse du prix du carburant devrait entraîner une croissance des suppléments liés au carburant et, par conséquent, une augmentation des produits. L'augmentation des suppléments liés au carburant donne lieu à une hausse des produits et, toutes choses étant égales par ailleurs, entraîne une diminution de la marge brute d'exploitation du Fonds (définie comme les produits moins les charges d'exploitation, divisés par les produits).

Acquisitions stratégiques

Le Fonds analyse et saisit de façon active les occasions d'acquisitions stratégiques, qu'il s'agisse de nouveaux marchés ou d'acquisitions stratégiques complémentaires.

Autres

Les retenues d'impôts sur les intérêts et les dividendes payés au Fonds dont la provenance est étrangère augmenteront étant donné que des actions privilégiées de participation sont converties en parts de fiducie du Fonds, et ces impôts seront déduits lors du calcul du bénéfice net futur et des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

En ce qui concerne l'avenir, le principal objectif de la direction consiste à accroître les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} en continuant d'améliorer les services offerts par le Fonds, en améliorant l'efficacité en matière d'exploitation et en assurant la croissance de l'entreprise par l'intermédiaire d'acquisitions stratégiques. À cette fin, la direction du Fonds étudie et évalue continuellement de nouvelles acquisitions stratégiques potentielles, en particulier celles susceptibles d'accroître les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} et, de ce fait, les distributions. Les futures initiatives peuvent être financées par emprunt, par l'émission de parts de fiducie supplémentaires ou par l'intermédiaire du fonds de roulement ou des liquidités provenant des activités d'exploitation.

La direction du Fonds étudie activement sa structure organisationnelle actuelle en vue d'optimiser l'utilisation des pertes fiscales pouvant être reportées prospectivement au sein de la structure, ainsi que l'efficacité fiscale de sa structure organisationnelle actuelle. Le Fonds est d'avis qu'il engagera des frais de restructuration supplémentaires.

Les distributions dépendent des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, et le montant des distributions est examiné périodiquement par les fiduciaires.

Estimations comptables critiques

Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges

Le Fonds effectue ses propres estimations des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges avec l'aide de ses ingénieurs et des membres de son personnel comptable, en s'appuyant sur les réglementations relatives aux décharges applicables à chaque installation, et revoit ces estimations au moins une fois par année.

Les hypothèses utilisées pour estimer les coûts de fermeture et d'après-fermeture sont importantes. Toute modification apportée aux estimations de coûts, de taux d'escompte et de capacité peut avoir une incidence importante sur les obligations futures au titre des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sur les actifs liés aux décharges s'y rapportant et sur les résultats d'exploitation.

Autres

Les autres estimations comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants : estimation de la provision pour créances douteuses; réalisation d'actifs d'impôts futurs; bénéfices futurs; impôts sur les bénéfices et autres estimations utilisées pour l'établissement de la juste valeur de l'écart d'acquisition pour le test de dépréciation annuel du Fonds; hypothèses relatives à la possibilité de recouvrement des frais reportés; durée de vie utile des immobilisations; estimations et hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des paiements conditionnels à l'égard des acquisitions; réserves à l'égard des réclamations en cas d'accident, coûts prévus pour la construction et la mise en valeur de décharges et estimation de la capacité d'enfouissement permise pour l'établissement de l'amortissement des actifs liés aux décharges; coûts estimatifs de remise en état des décharges; diverses estimations économiques utilisées pour l'établissement d'estimations de la juste valeur; actifs et passifs d'impôts futurs.

Nouvelles conventions comptables

Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie émises et assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie donnent au porteur le droit de vendre au Fonds la totalité ou une tranche de l'option sur parts de fiducie en échange d'un montant en espèces correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché, laquelle se définit comme le cours moyen pondéré d'une part de fiducie en fonction du volume négocié sur cinq jours, sur le prix d'exercice de l'option sur parts de fiducie. Les droits à la plus-value de parts de fiducie, et les modifications connexes, sont comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs lorsque le cours des parts de fiducie excède le prix d'exercice des options sur parts de fiducie et sont portés aux autres passifs. Si le porteur de l'option d'achat sur parts de fiducie choisit d'acheter des parts de fiducie, la charge à payer est créditée au surplus d'apport.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT ») américain

Le Fonds a instauré un RILT à l'intention de certains des employés, des cadres et des administrateurs américains d'IESI et des filiales de cette dernière. L'objectif du RILT américain, qui est d'acquérir des parts de fiducie du Fonds à l'intention des participants du régime, de même que ses modalités, sont conformes à ce qui est décrit en vertu du régime modifié canadien du Fonds. Les parts de fiducie du Fonds acquises à l'intention de ses participants américains sont détenues dans une fiducie irrévocable. En vertu d'une fiducie irrévocable, comme en vertu d'une fiducie de cédant, les actifs détenus en fiducie doivent être disponibles pour rembourser les créances des créanciers ordinaires en cas de faillite. L'Emerging Issues Task Force No. 97-14, intitulé *Accounting for Deferred Compensation Arrangement Where Amounts Earned Are Held in a Rabbi Trust and Invested*, donne des lignes directrices précises en matière de comptabilisation et exige que les parts de fiducie du Fonds soient classées dans l'avoir des porteurs de parts de fiducie et comptabilisées de la même façon que les actions autodétenues. Les obligations à l'égard de la rémunération différée doivent être classées à titre d'instrument lié à l'avoir des porteurs de parts de fiducie, et les variations de la juste valeur des parts de fiducie ne doivent être comptabilisées ni dans les parts autodétenues, ni dans les obligations à l'égard de la rémunération différée.

Avertissement à l'égard des énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs relatifs aux activités du Fonds ou à son milieu d'exploitation, lesquels s'appuient sur les estimations, les prévisions et les projections du Fonds. Ces énoncés ne garantissent pas le rendement futur, et ils comportent des risques et des incertitudes qu'il est difficile de prédire ou qui échappent au contrôle du Fonds. Un certain nombre de facteurs importants pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent ceux présentés dans la notice annuelle du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Par conséquent, les lecteurs sont priés de ne pas se fier à ces énoncés prospectifs. De plus, ces énoncés prospectifs sont valides uniquement à la date à laquelle ils sont rédigés. Bien que, de l'avis de la direction, les énoncés prospectifs compris dans les présentes soient fondés sur des hypothèses raisonnables, le Fonds ne peut garantir aux porteurs de parts que les résultats réels seront conformes à ces énoncés prospectifs. En outre, le Fonds n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ni de réviser les énoncés prospectifs à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou d'autres développements.

Définitions du BAIIA, du BAIIA aux États-Unis et des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution

^{A)} Tout renvoi à l'expression « BAIIA » dans le rapport de gestion désigne le « bénéfice avant les éléments suivants » de l'état consolidé des résultats. Le « bénéfice avant les éléments suivants » exclut certains ou l'ensemble des éléments suivants : le « amortissement », les « intérêts sur la dette à long terme », les « frais de financement », « (le gain net) la perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges », « la perte (le gain) sur les instruments dérivés », « (le gain) la perte de change », la « radiation des frais de financement reportés », le « gain au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations », les « autres charges », les « impôts sur les bénéfices » et la « part des actionnaires sans contrôle ». Le BAIIA est une expression utilisée par le Fonds qui n'a pas de signification normalisée établie en vertu des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Il est donc peu probable que cette mesure soit comparable à des mesures analogues utilisées par d'autres émetteurs. Le BAIIA est une mesure de la rentabilité du Fonds et, par définition, exclut certains éléments, comme il est mentionné ci-dessus. La direction considère ces éléments soit comme des charges sans incidence sur la trésorerie [dans le cas de l'amortissement, de

certaines frais de financement, de la radiation des frais de financement reportés, de la perte (du gain) sur les instruments dérivés, (du gain) de la perte de change et des impôts futurs], soit comme des charges hors exploitation [dans le cas des intérêts sur la dette à long terme, (du gain net) de la perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges, de certains frais de financement, d'autres charges, du gain au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations, des impôts exigibles et de la part des actionnaires sans contrôle]. Pour un investisseur, le BAIIA est une mesure financière et d'exploitation pratique servant de support pour calculer les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Les raisons sous-jacentes à l'exclusion de chacun des postes sont les suivantes :

Amortissement – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, l'amortissement n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Intérêts sur la dette à long terme – Les intérêts sur la dette à long terme sont fonction de la combinaison des titres de créance et des capitaux propres du Fonds, ainsi que des taux d'intérêt applicables à ce dernier; à ce titre, ils reflètent les activités de trésorerie et de financement du Fonds et représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Frais de financement – Les frais de financement sont fonction de la combinaison des activités de trésorerie et de financement du Fonds et ils représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

(Gain net) perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges – Le gain net (la perte nette) à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, car le produit de la cession a été soit réinvesti dans d'autres immobilisations, soit utilisé pour rembourser la facilité de crédit renouvelable du Fonds.

Perte (gain) sur les instruments dérivés – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, les pertes ou les gains sur les instruments dérivés n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

(Gain) perte de change – À titre de postes sans incidence sur la trésorerie, les gains ou les pertes de change n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Radiation des frais de financement reportés – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, la radiation des frais de financement reportés n'a aucune incidence sur la détermination des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Gain au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations – Le gain au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations constitue une activité de trésorerie et de financement et représente une catégorie de produits différente de celle des éléments du BAIIA.

Autres charges – Les autres charges représentent les sommes versées à la direction du Fonds à la clôture de l'acquisition d'IESI et ne sont pas considérées comme une charge indicative de la continuité de l'exploitation. En conséquence, les autres charges représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Impôts sur les bénéfices – Les impôts sur les bénéfices sont fonction des lois fiscales et des taux d'imposition, et ils sont touchés par des questions qui ne sont pas liées aux activités quotidiennes du Fonds.

Part des actionnaires sans contrôle – La part des actionnaires sans contrôle représente une participation sans contrôle directe dans IESI par l'intermédiaire d'actions privilégiées de participation. Par conséquent, la part des actionnaires sans contrôle représente une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Tout renvoi à l'expression « BAIIA aux États-Unis » dans le rapport de gestion désigne le « bénéfice avant les éléments suivants » de l'état consolidé des résultats d'IESI. Le « bénéfice avant les éléments suivants » exclut les éléments suivants : l'« amortissement », les « intérêts sur la dette à long terme », les « frais de financement », « la perte (le gain) sur les instruments dérivés », les « coûts liés à l'opération », les « autres charges » et les « impôts sur les bénéfices ». Le BAIIA aux États-Unis est une expression qui n'a pas de signification normalisée établie en vertu des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Il est donc peu probable que cette mesure soit comparable à des mesures analogues utilisées par d'autres émetteurs. Le BAIIA aux États-Unis est une mesure de la rentabilité et, par définition, exclut certains éléments, comme il est mentionné ci-dessus. La direction considère ces éléments soit comme des charges sans incidence sur la trésorerie [dans le cas de l'amortissement, de certains frais de financement, de la perte (du gain) sur les instruments dérivés et des impôts futurs], soit comme des charges hors exploitation (dans le cas des intérêts sur la dette à long terme, de certains frais de financement, des coûts liés à l'opération, d'autres charges et des impôts exigibles). Pour un investisseur, le BAIIA aux États-Unis est une mesure financière et d'exploitation pratique étant donné qu'il lui permet de comparer la rentabilité de tous les exercices. Les raisons sous-jacentes à l'exclusion de chacun des postes sont les suivantes :

Amortissement – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, l'amortissement n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Intérêts sur la dette à long terme – Les intérêts sur la dette à long terme sont fonction de la combinaison des titres de créance et des capitaux propres d'IESI, ainsi que des taux d'intérêt applicables à ce dernier; à ce titre, ils reflètent les activités de trésorerie et de financement d'IESI et représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Frais de financement – Les frais de financement sont fonction de la combinaison des activités de trésorerie et de financement d'IESI et représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Perte (gain) sur les instruments dérivés – Les pertes ou les gains sur les instruments dérivés sont fonction de la combinaison des activités de trésorerie et de financement. À la clôture de l'acquisition d'IESI par le Fonds, IESI a conclu divers instruments dérivés de change pour couvrir ses obligations en dollars canadiens et ces (gains) pertes sur les instruments dérivés ne sont pas fonction de l'exploitation.

Coûts liés à l'opération – Les coûts liés à l'opération représentent les sommes versées à divers conseillers relativement à l'acquisition d'IESI par le Fonds et ne sont pas considérés en tant que coût indicatif de la continuité de l'exploitation. En conséquence, les coûts liés à l'opération représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA aux États-Unis.

Autres charges – Les autres charges représentent les sommes versées à la direction à la clôture de l'acquisition d'IESI et ne sont pas considérées en tant que charge indicative de la continuité de l'exploitation. En conséquence, les autres charges représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA aux États-Unis.

Impôts sur les bénéfices – Les impôts sur les bénéfices sont fonction des lois fiscales et des taux d'imposition, et ils sont touchés par des questions qui ne sont pas liées aux activités quotidiennes du Fonds.

Le BAIIA et le BAIIA aux États-Unis ne devraient pas être interprétés comme une mesure du bénéfice ou des flux de trésorerie. Les éléments de rapprochement entre le BAIIA/BAIIA aux États-Unis et le bénéfice net (la perte nette) sont détaillés dans l'état consolidé des résultats du Fonds et d'IESI, respectivement, du poste « Bénéfice avant les éléments suivants » jusqu'au poste « Bénéfice net (perte nette) ». Le BAIIA aux États-Unis est présenté aux présentes uniquement à des fins d'information et n'est pas présenté dans l'état consolidé des résultats.

^{B)} Le Fonds a adopté une mesure appelée « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution », en supplément du bénéfice net, comme mesure du rendement d'exploitation. Le terme « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution » n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et il est donc peu probable qu'il puisse se comparer à des mesures semblables établies par d'autres émetteurs. Cette mesure non définie par les PCGR est présentée dans le but de calculer le montant disponible aux fins de distribution aux porteurs de parts de fiducie et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation. Les actions privilégiées de participation sont présentées à titre de part des actionnaires sans contrôle aux états financiers consolidés du Fonds. Toutefois, la direction du Fonds a choisi d'inclure les participations des détenteurs d'actions privilégiées de participation dans le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution étant donné que les détenteurs d'actions privilégiées de participation reçoivent des distributions équivalentes sur le plan économique à celles que reçoivent les porteurs de parts de fiducie, et chaque action privilégiée de participation est échangeable contre une part de fiducie du Fonds. Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution sont calculés comme suit : le BAIIA^{A)} moins l'amortissement des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges capitalisés, déduction faite des révisions des flux de trésorerie estimatifs, les intérêts sur la dette à long terme, les autres charges, les impôts exigibles, y compris les retenues d'impôts sur les intérêts et les dividendes aux États-Unis, les investissements de maintien et l'incidence de la couverture de change pour soutenir cette période de distributions en dollars canadiens. De plus, le gain obtenu par le Fonds au règlement de deux contrats à terme de gré à gré sur obligations le 25 juin 2004 sera amorti au titre des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution sur la durée restante jusqu'à l'échéance des débetures garanties de premier rang (pour obtenir des détails supplémentaires, se reporter à la rubrique « Autres mesures de rendement – Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} »). Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ne sont pas nécessairement représentatifs des flux de trésorerie disponibles pour combler les besoins de liquidités, et ne devraient donc pas être substitués aux flux de trésorerie comme mesure d'évaluation de la situation de trésorerie. Toute référence à l'expression « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution » dans ce rapport de gestion porte le sens donné dans cette note.

c) Comme le recommande l'avis 52-306 du personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières portant sur les mesures financières non définies par les PCGR, les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} sont calculés comme suit, selon la méthode fondée sur les flux de trésorerie :

(en milliers)	Trimestres terminés les 31 mars		
	2006	2005	2004
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (d'après les états des flux de trésorerie)	23 941 \$	(16 308) \$	10 413 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	15 052	13 586	2 413
Variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges ¹⁰⁾	1 076	(398)	(808)
Amortissement du gain ou gain au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations	56	56	-
Frais de financement (déduction faite de la tranche hors trésorerie)	(35)	35 554	-
Autres charges	-	(59)	-
Incidence de la couverture de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens	201	52	-
Investissements de maintien	(9 699)	(8 300)	(1 105)
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 592 \$	24 183 \$	10 913 \$

Note :

¹⁰⁾ La variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges exclut les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture liés aux décharges acquises et l'écart de conversion.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Bilans consolidés

Au 31 mars 2006 (non vérifié) et au 31 décembre 2005 (en milliers de dollars)

	Au 31 mars 2006	Au 31 décembre 2005
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 954 \$	14 142 \$
Débiteurs	88 126	81 855
Autres débiteurs	1 474	1 464
Charges payées d'avance	11 782	10 953
	105 336	108 414
AUTRES DÉBITEURS	1 228	1 518
COÛTS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES CAPITALISÉS (note 5)	2 776	2 468
ACTIFS INCORPORELS	79 739	84 503
ÉCART D'ACQUISITION	471 351	466 628
FRAIS REPORTÉS	13 679	13 478
FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS	6 864	6 577
IMMOBILISATIONS	296 865	292 495
ACTIFS LIÉS AUX DÉCHARGES	732 493	739 226
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS	797	2 435
	1 711 128 \$	1 717 742 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	46 221 \$	50 949 \$
Charges à payer	40 937	45 172
Distribution à payer	9 253	9 253
Impôts à payer	1 577	1 243
Produits reportés	9 605	9 197
Tranche à court terme de la dette à long terme	193	29 718
	107 786	145 532
DETTE À LONG TERME	472 958	420 398
COÛTS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES (note 5)	65 380	66 405
AUTRES PASSIFS	2 842	515
PASSIFS D'IMPÔTS FUTURS	25 192	26 741
	674 158	659 591
PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE (note 6)	291 515	312 614
AVOIR DES PORTEURS DE PARTS (note 7)	745 455	745 537
	1 711 128 \$	1 717 742 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés des résultats

Pour les trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars, sauf le bénéfice net par part de fiducie)

	2006	2005
PRODUITS	178 864 \$	135 055 \$
CHARGES		
CHARGES D'EXPLOITATION	103 681	76 748
FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS	24 632	18 232
BÉNÉFICE AVANT LES ÉLÉMENTS SUIVANTS	50 551	40 075
AMORTISSEMENT	35 273	30 008
INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME	8 026	5 275
FRAIS DE FINANCEMENT	79	36 710
GAIN NET À LA CESSION D'IMMOBILISATIONS	(54)	-
PERTE (GAIN) SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	311	(4 693)
(GAIN) PERTE DE CHANGE	(739)	3 325
AUTRES CHARGES	107	1 074
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	7 548	(31 624)
CHARGE (ÉCONOMIE) D'IMPÔTS		
Impôts exigibles	1 459	374
Impôts futurs	78	(20 325)
	1 537	(19 951)
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	6 011	(11 673)
PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE (note 6)	1 083	(3 211)
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	4 928 \$	(8 462) \$
Bénéfice net (perte nette) par part de fiducie, de base et dilué	0,09	(0,21)
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation (en milliers), de base (note 7)	53 168	41 139
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation (en milliers), dilué (note 7)	65 391	56 748

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars)

	2006	2005
RENTRÉES (SORTIES) NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES		
EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette)	4 928 \$	(8 462) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des actifs incorporels	4 922	4 983
Amortissement des frais de financement reportés	338	296
Amortissement des immobilisations	13 721	12 193
Amortissement des actifs liés aux décharges	16 292	12 536
Gain net à la cession d'immobilisations	(54)	-
Frais reportés	35	789
Radiation de frais de financement reportés	79	367
Désactualisation des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	731	603
(Gain) perte de change non réalisé	(192)	3 325
Impôts futurs	78	(20 325)
Perte nette (gain net) sur les instruments dérivés	311	(4 693)
Part des actionnaires sans contrôle	1 083	(3 211)
Dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(3 279)	(1 123)
	38 993	(2 722)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(15 052)	(13 586)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	23 941	(16 308)
INVESTISSEMENT		
Acquisitions (note 4)	(2 358)	(128 475)
Produit des autres débiteurs	233	221
Coûts liés aux activités d'après-fermeture des décharges capitalisés	(982)	(216)
Achat d'immobilisations	(17 361)	(8 457)
Achat d'actifs liés aux décharges	(7 779)	(8 506)
Produit de la cession d'immobilisations	336	-
Frais reportés	(281)	(246)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(28 192)	(145 679)
FINANCEMENT		
Paiement des frais de financement reportés	(699)	(4 033)
Produit d'un emprunt à terme et renouvelable	35 249	404 823
Remboursement sur l'emprunt renouvelable et la dette à long terme prise en charge	(12 700)	(563 493)
Émission de parts de fiducie, déduction faite des frais d'émission	(41)	351 717
Distributions payées aux porteurs de parts et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation	(27 777)	(17 754)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(5 968)	171 260
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie en devises	31	59
RENTRÉES (SORTIES) NETTES	(10 188)	9 332
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	14 142	13 282
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, À LA FIN DU TRIMESTRE	3 954 \$	22 614 \$
DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE :		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :		
Trésorerie	3 862 \$	14 391 \$
Équivalents de trésorerie	92	8 223
	3 954 \$	22 614 \$
Liquidités versées au cours du trimestre pour les éléments suivants :		
Impôts sur les bénéfices	720 \$	903 \$
Intérêts	7 710 \$	4 544 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés de l'avoir des porteurs de parts

Pour les trimestres terminés les 31 mars 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars)

	2006	2005
SOLDE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	745 537 \$	209 093 \$
Bénéfice net (perte nette)	4 928	(8 462)
Émission de parts de fiducie, déduction faite des frais d'émission et de l'incidence fiscale connexe	(41)	385 719
Émission de parts de fiducie en échange d'actions privilégiées de participation	17 180	90 006
Distributions	(22 775)	(16 799)
Écart de conversion	626	(10 957)
SOLDE, À LA FIN DU TRIMESTRE	745 455 \$	648 600 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

1. Structure du fonds

Le Fonds de revenu BFI Canada (le « Fonds ») est une fiducie à vocation restreinte et à capital variable constituée en vertu des lois de la province d'Ontario et régie par une deuxième déclaration de fiducie modifiée et mise à jour le 21 janvier 2005, telle qu'elle est complétée à l'occasion. Par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation, le Fonds fournit des services intégrés liés aux déchets solides non dangereux (les « déchets ») à des clients des domaines commercial, industriel et résidentiel du Canada ainsi que du sud et du nord-est des États-Unis. Le Fonds effectue des distributions en espèces aux porteurs de parts de fiducie, sur la base de tous les montants reçus par le Fonds et sa filiale indirecte, IESI Corporation (« IESI »), et verse des dividendes équivalents aux détenteurs d'actions privilégiées de participation (part des actionnaires sans contrôle), comme il est déterminé par les fiduciaires. La déclaration de fiducie précise que les distributions mensuelles en espèces doivent être versées le 15^e jour du mois suivant ou vers cette date.

2. États financiers intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ne se conforment pas à tous les égards aux exigences des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada visant les états financiers annuels. Par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés vérifiés et aux notes complémentaires contenus dans le rapport annuel du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction selon les PCGR applicables aux états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que celles qui ont été appliquées aux plus récents états financiers annuels vérifiés, sauf en ce qui a trait aux éléments décrits à la note 3.

3. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux PCGR du Canada et se conforment aux mêmes conventions comptables que celles présentées dans les états financiers consolidés vérifiés du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Utilisation d'estimations

Avec prise d'effet le 10 février 2004, le Fonds a obtenu l'autorisation d'augmenter la capacité de la décharge de BFI Usine de Triage Lachenaie Ltée (la « décharge de Lachenaie »), une filiale du Fonds, de 6,5 millions de mètres cubes supplémentaires, ce qui équivaut, selon le volume annuel de déchets accepté à la décharge, à une période de 5,0 à 6,5 années d'exploitation. Dans l'éventualité où le Fonds n'obtiendrait pas les permis futurs nécessaires à l'agrandissement de la décharge de Lachenaie, les actifs suivants au 31 mars 2006 feraient l'objet d'un ajustement important : écart d'acquisition, 19 859 \$ (19 859 \$ au 31 décembre 2005) et actifs liés aux décharges, 85 426 \$ (86 201 \$ au 31 décembre 2005). La direction estime qu'elle obtiendra l'autorisation d'effectuer un agrandissement avant l'expiration du permis actuel du Fonds. Par conséquent, aucune provision pour baisse de valeur n'a été comptabilisée.

À la date d'acquisition d'IESI par le Fonds, la capacité résiduelle de la décharge Seneca Meadows était d'environ 4,1 ans, selon le volume annuel de déchets que le site reçoit actuellement. Le Fonds, par l'entremise d'IESI, a entamé le processus d'obtention des autorisations d'agrandissement liées à son permis actuel. Dans l'éventualité où le Fonds n'obtiendrait pas les permis futurs nécessaires à l'agrandissement de la décharge Seneca Meadows, les actifs suivants, au 31 mars 2006, feraient l'objet d'un ajustement important : 3 930 \$ (4 190 \$ au 31 décembre 2005) aux actifs incorporels, 158 654 \$ (158 491 \$ au 31 décembre 2005) à l'écart d'acquisition, et 267 614 \$ (269 371 \$ au 31 décembre 2005) aux actifs liés aux décharges. La direction estime qu'elle obtiendra l'autorisation d'effectuer l'agrandissement avant l'expiration du permis actuel du Fonds. Par conséquent, aucune provision pour baisse de valeur n'a été comptabilisée.

Le Fonds effectue diverses estimations liées à l'établissement de la capacité d'enfouissement autorisée prévue. Ces estimations, si elles ne sont pas réalisées, pourraient se traduire par des ajustements importants apportés aux actifs liés aux décharges, à l'écart d'acquisition et aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie émises et assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie donnent au porteur le droit de vendre au Fonds la totalité ou une tranche d'une option sur parts de fiducie en échange d'un montant en espèces correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché, définie comme le cours du marché moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours d'une part de fiducie, sur le prix d'exercice de l'option sur parts de fiducie. Les droits à la plus-value de parts de fiducie, et les modifications connexes, sont comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs lorsque le cours du marché des parts de fiducie excède le prix d'exercice des options sur parts de fiducie et sont portés aux autres passifs. Si le porteur de l'option sur parts de fiducie choisit d'acheter des parts de fiducie, la charge à payer est créditée au surplus d'apport.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT ») américain

Les parts de fiducie du Fonds acquises pour le bénéfice de ses participants américains sont détenues dans une fiducie irrévocable. Une fiducie irrévocable, tout comme une fiducie de cédant, nécessite que les actifs détenus dans la fiducie soient disponibles pour couvrir les créances des créanciers ordinaires en cas de faillite. Les parts de fiducie du Fonds acquises par la fiducie sont classées dans l'avoir des porteurs de parts de fiducie. L'obligation de rémunération différée est classée à titre d'instrument lié à l'avoir des porteurs de parts de fiducie et les changements subséquents de la juste valeur des parts de fiducie ne sont constatés ni dans les parts autodétenues, ni dans les obligations de rémunération différée. Lorsque les participants américains tirent des parts de fiducie du Fonds de la fiducie irrévocable, l'obligation de rémunération différée ainsi que les parts de fiducie acquises par le RILT américain sont diminués d'un montant correspondant.

4. Acquisitions

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006, le Fonds a acquis des actifs liés à la collecte de déchets solides ainsi que divers actifs à court terme. Il a également pris en charge diverses dettes d'une société américaine de gestion des déchets. La contrepartie totale, incluant la contrepartie liée aux dettes prises en charge, s'élève à 2 541 \$ et attribué au secteur du nord-est des États-Unis. Par suite de la répartition du prix d'achat, le Fonds a comptabilisé des actifs incorporels, un écart d'acquisition, des immobilisations et d'autres actifs nets pour un total s'élevant respectivement à 144 \$, à 1 581 \$, à 757 \$ et à 59 \$. Le total de la contrepartie en espèces s'établit à 2 338 \$. La répartition du prix d'achat n'est pas arrêtée définitivement puisque certaines répartitions du prix d'achat ne tiennent pas compte de l'ajustement de la juste valeur de certaines immobilisations et sont assujetties à une contrepartie conditionnelle à l'atteinte de divers objectifs de rendement des affaires. Les ajustements de la juste valeur qui augmentent ou diminuent la juste valeur de certaines immobilisations ou de certains actifs incorporels seront imputés à la répartition du prix d'achat.

Au cours de l'exercice 2005, le Fonds, certaines de ses filiales et IESI ont conclu une convention selon laquelle le Fonds s'est porté acquéreur d'IESI. IESI est une société de services complets de gestion des déchets en exploitation dans le sud et le nord-est des États-Unis. La contrepartie totale, y compris les coûts de l'opération et les frais connexes, s'élève à 622 350 \$. L'acquisition a été financée par le produit du placement de reçus de souscription du Fonds, par l'émission d'actions privilégiées de participation en faveur des actionnaires vendeurs et par des retraits en vertu de la nouvelle facilité de crédit d'IESI. La clôture de l'acquisition a eu lieu le 21 janvier 2005.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Le prix d'achat est réparti comme suit :

Actif à court terme (y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 581 \$)	49 196 \$
Actifs incorporels	31 140
Écart d'acquisition	427 513
Frais de financement reportés	1 280
Immobilisations	197 801
Actifs liés aux décharges	557 015
Autres actifs à long terme	5 703
Passifs à court terme	(69 099)
Dette à long terme	(466 337)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(66 278)
Passifs d'impôts futurs	(43 792)
Autres passifs à long terme	(1 792)
	622 350 \$
Contrepartie	
Actions privilégiées de participation émises	585 848 \$
Parts de fiducie émises	23 223
Coûts d'acquisition et frais connexes	13 279
	622 350 \$

À l'acquisition d'IESI, le Fonds a pris en charge diverses obligations qui le contraignent à verser des montants supplémentaires à certains vendeurs initiaux à condition que certains événements convenus surviennent ou que certains objectifs de rendement convenus soient atteints, y compris l'autorisation d'agrandissement de décharges ou les volumes d'élimination ciblés. Après avoir reçu l'autorisation d'agrandir la décharge Seneca Meadows, le Fonds sera tenu de verser 15 000 \$ US au vendeur initial. Bien que la direction estime que l'agrandissement de la décharge Seneca Meadows sera autorisé, la certitude de l'agrandissement ne peut être établie hors de tout doute raisonnable. Par conséquent, le Fonds comptabilisera un ajustement à la répartition du prix d'achat lorsque la condition sera remplie et que la contrepartie sera payée ou deviendra payable. Au 31 mars 2006, le Fonds est aussi tenu de verser à certains vendeurs des montants pouvant aller jusqu'à environ 14 200 \$ US en raison de l'atteinte de certains volumes d'élimination convenus. Les montants sont constatés mensuellement et versés périodiquement conformément aux conventions sous-jacentes, jusqu'à ce que certains objectifs convenus liés au volume d'élimination soient atteints et que l'obligation maximale soit remplie. Les montants constatés mensuellement, qui sont versés jusqu'à la date à laquelle les objectifs liés au volume d'élimination sont atteints, diminuent le versement pour seuil atteint du même montant. Le Fonds comptabilisera un ajustement à la répartition du prix d'achat lorsque la condition sera remplie et que la contrepartie sera payée ou deviendra payable. Au 31 mars 2006, le Fonds a versé une contrepartie en espèces ou a comptabilisé une contrepartie à payer totalisant 8 479 \$ aux vendeurs initiaux relativement à l'atteinte des objectifs convenus liés au volume d'élimination dans des décharges du sud des États-Unis. Les permis relatifs aux décharges acquis avec l'acquisition d'IESI ont été comptabilisés à leur juste valeur. Par conséquent, tous les versements conditionnels effectués et tous les versements conditionnels futurs effectués, à l'égard de la réception de l'autorisation d'agrandissement de décharges ou de l'atteinte des objectifs de volume d'enfouissement, sont imputés à l'écart d'acquisition.

Le Fonds a conclu une convention de rachat d'actions dans le but d'acquérir la décharge Ridge au Canada pour une contrepartie en espèces totale de 109 100 \$, sous réserve de certains ajustements. La clôture de l'acquisition a eu lieu le 4 janvier 2005. Le total de la contrepartie en espèces s'est établi à 111 205 \$, y compris les coûts de l'opération et les frais connexes de 1 668 \$ ainsi que la contrepartie relative au fonds de roulement totalisant 437 \$. Le prix d'achat est réparti comme suit :

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Actif à court terme	1 068 \$
Immobilisations	2 714
Actifs liés aux décharges	110 433
Passif à court terme	(575)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(2 435)
	111 205 \$

En 2005, le Fonds a acquis des actifs liés à la collecte de déchets solides ainsi que divers actifs à court terme de trois sociétés américaines de gestion des déchets et il a également pris en charge diverses dettes de ces mêmes sociétés. La contrepartie totale, incluant la contrepartie liée aux dettes prises en charge, s'est élevée à 5 671 \$ et a été attribuée respectivement aux secteurs du sud et du nord-est des États-Unis comme suit : 5 187 \$ et 484 \$. Par suite de la répartition des prix d'achat, le Fonds a comptabilisé des actifs incorporels, un écart d'acquisition, des immobilisations et d'autres passifs nets pour un total s'élevant respectivement à 1 287 \$, à 1 325 \$, à 2 985 \$ et à 74 \$. Le total de la contrepartie en espèces s'est établi à 4 572 \$.

Les résultats de ces acquisitions ont été inclus dans les états financiers consolidés à compter de leurs dates de clôture respectives.

5. Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges

Les tableaux suivants présentent les hypothèses clés utilisées dans la détermination de la juste valeur des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture ainsi que du moment prévu de l'engagement des dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, et ils font le rapprochement entre les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début et à la fin de la période indiquée :

	<u>Au 31 mars 2006</u>
Juste valeur des biens légalement affectés	2 776 \$
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, non actualisés	383 141 \$
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit – décharges canadiennes	6,4 %
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit – décharges américaines	6,9 %
Moment prévu de l'engagement des dépenses non actualisées liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	
2006	15 241 \$
2007	9 389
2008	8 638
2009	8 499
2010	8 367
Par la suite	333 007
	383 141 \$

	<u>Trimestre terminé le 31 mars 2006</u>	<u>Trimestre terminé le 31 mars 2005</u>
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au début de l'exercice	66 405 \$	6 143 \$
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges pris en charge à l'acquisition	-	70 327
Dotations à la provision pour coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours du trimestre	1 759	1 504
Charge de désactualisation, au cours du trimestre	731	603
Dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours du trimestre	(3 279)	(1 123)
Révision des flux de trésorerie estimatifs, au cours du trimestre	(287)	(586)
Écart de conversion, au cours du trimestre	51	(1 151)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, à la fin du trimestre	65 380 \$	75 717 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Avec prise d'effet le 10 février 2004, le Fonds a reçu l'autorisation d'augmenter la capacité de la décharge de Lachenaie, à la condition de déposer dans une fiducie d'utilité sociale un montant payable trimestriellement fixé par le gouvernement du Québec pour chaque mètre cube de déchets accepté à la décharge de Lachenaie. Au 31 mars 2006, le Fonds avait un montant de 2 776 \$ (2 468 \$ au 31 décembre 2005) d'actifs affectés légalement aux fins de règlement des coûts liés aux activités d'après-fermeture présentés dans le bilan consolidé à titre de coûts liés aux activités d'après-fermeture des décharges capitalisés.

Le Fonds a un passif environnemental à payer de 19 252 \$ (21 910 \$ au 31 décembre 2005) compris dans les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges au bilan consolidé. Ce passif est principalement lié à une décharge inactive acquise par le Fonds avec l'acquisition d'IESI. Ces coûts estimatifs ont une valeur non actualisée totalisant 26 418 \$ (27 938 \$ au 31 décembre 2005).

6. Part des actionnaires sans contrôle

Les échanges d'actions privilégiées de participation sont comptabilisés à la valeur comptable des actions à l'émission, déduction faite du bénéfice net et des distributions attribuables aux actions privilégiées de participation jusqu'à la date d'échange. Pendant le trimestre terminé le 31 mars 2006, 694 actions privilégiées de participation ont été échangées contre des parts de fiducie du Fonds.

	Au 31 mars 2006	
	Actions	\$
Part des actionnaires sans contrôle, au début de l'exercice	12 469	312 614
Actions privilégiées de participation échangées contre des parts de fiducie, au cours du trimestre	(694)	(17 180)
Bénéfice net attribuable aux actions privilégiées de participation, au cours du trimestre		1 083
Distributions attribuables aux actions privilégiées de participation, au cours du trimestre		(5 002)
Part des actionnaires sans contrôle, à la fin du trimestre	11 775	291 515

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

7. Avoir des porteurs de parts

Les données sur l'apport de capital, le bénéfice net cumulé, les distributions cumulées et l'écart de conversion cumulé sont les suivantes :

	Au 31 mars 2006	
	Parts	\$
Apport de capital		
Parts de fiducie, au début de l'exercice	52 922	891 070
Parts de fiducie émises lors de l'échange d'actions privilégiées de participation	694	17 180
Frais d'émission d'actions et incidence fiscale connexe	-	(41)
Parts de fiducie, à la fin du trimestre	53 616	908 209
Parts de catégorie A, au début de l'exercice	-	-
Parts de catégorie A émises	-	-
Parts de catégorie A, à la fin du trimestre	-	-
Parts autodétenues		
Parts de fiducie acquises par le RILT américain	(45)	(1 281)
Obligation de rémunération différée	45	1 281
	-	-
Bénéfice net cumulé		
Bénéfice net, au début de l'exercice		54 204
Bénéfice net, au cours du trimestre		4 928
Bénéfice net, à la fin du trimestre		59 132
Distributions cumulées		
Distributions, au début de l'exercice		(167 270)
Distributions, au cours du trimestre		(22 775)
Distributions, à la fin du trimestre		(190 045)
Écart de conversion cumulé		
Écart de conversion cumulé, au début de l'exercice		(32 467)
Écart de conversion, au cours du trimestre		626
Écart de conversion cumulé, à la fin du trimestre		(31 841)
Avoir des porteurs de parts, à la fin du trimestre		745 455

Le nombre moyen pondéré de base de parts de fiducie en circulation pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 s'élevait à 53 168 (41 139 en 2005). Le calcul du bénéfice net (de la perte nette) de base par part de fiducie est présenté déduction faite de la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) attribuable à la part des actionnaires sans contrôle et s'élève à 0,09 \$ [(0,21 \$) en 2005]. Le nombre moyen pondéré dilué de parts de fiducie en circulation comprend l'échange de toutes les actions privilégiées de participation, au nombre de 12 223 (15 609 en 2005), contre des parts de fiducie du Fonds, et s'élève à 65 391 (56 748 en 2005). Le calcul du bénéfice net (de la perte nette) dilué par part de fiducie s'élève à 0,09 \$ [(0,21 \$) en 2005].

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

8. Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie, assujetties à l'approbation du porteur de parts, sont attribuées à certains administrateurs, cadres ou membres de la direction à la discrétion du conseil d'administration du Fonds ou de son représentant. En l'absence de toute autre décision, les options sur parts de fiducie peuvent être exercées de façon égale aux premier, deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'attribution et expirent au 10^e anniversaire. Le Fonds a réservé 1 750 parts de fiducie à des fins d'émission en vertu du régime d'options sur parts de fiducie. La date d'exercice des options sur parts de fiducie peut être devancée, à la discrétion du conseil d'administration du Fonds ou de son représentant. Les options d'achat de parts de fiducie ne peuvent être transférées ni attribuées.

Le 14 février 2006, le conseil d'administration a émis 1 000 options sur parts de fiducie, lesquelles sont toutes assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie, à l'intention de certains membres de la haute direction du Fonds. Les options sur parts de fiducie émises le 14 février 2006 peuvent être exercées de façon égale le 1^{er} janvier 2007, le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2009 et leur prix d'exercice est de 29,15 \$. La valeur de marché des parts de fiducie à la date d'attribution était de 28,35 \$. En cas de cessation d'emploi ou de décès, l'option d'achat de parts de fiducie pourra immédiatement être exercée.

(en milliers d'options d'achat de parts de fiducie)

	Nombre d'options d'achat de parts de fiducie	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours, au début de l'exercice	-	-
Attribuées, au cours du trimestre	1 000	29,15 \$
Exercées, au cours du trimestre	-	-
Confisquées, au cours du trimestre	-	-
Échues, au cours du trimestre	-	-
En cours, à la fin du trimestre	1 000	29,15 \$
Pouvant être exercées, à la fin du trimestre	-	-

La charge de rémunération totale comptabilisée dans les frais de vente, généraux et administratifs à l'état consolidé des résultats s'élève à 213 \$ et est portée aux autres passifs. La durée contractuelle moyenne pondérée qui reste à courir des options sur parts de fiducie est de 9,75 ans et, au 31 mars 2006, aucune option sur parts de fiducie ne pouvait être exercée.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

9. Avantages sociaux futurs

Le coût net des avantages, inclus dans les charges d'exploitation dans les états consolidés des résultats, est composé des éléments suivants :

	Trimestre terminé le 31 mars 2006	Trimestre terminé le 31 mars 2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	14 \$	15 \$
Intérêts débiteurs	9	8
Rendement prévu de l'actif du régime	(10)	(9)
Amortissement de l'actif transitoire	(1)	(1)
Amortissement des pertes actuarielles nettes	3	2
Coût net des avantages	15 \$	15 \$

10. Instruments financiers

Risque de crédit

Le Fonds est assujéti au risque de crédit en raison de son exposition à un seul client aux États-Unis, qui compte pour environ 17,2 % des débiteurs du Fonds au 31 mars 2006 (8,8 % au 31 décembre 2005).

11. Information sectorielle

Le Fonds exerce ses activités dans trois secteurs géographiques distincts : le Canada, le sud des États-Unis et le nord-est des États-Unis. Les secteurs sont pleinement intégrés et comprennent les décharges et les centrales de transformation des gaz d'enfouissement en électricité, la collecte et l'élimination de déchets et de produits recyclables, les activités des stations de transfert, les installations de récupération des matières ainsi que les locations de compacteurs à déchets. L'emplacement géographique distinct de chaque secteur limite le volume et le nombre d'opérations entre les secteurs.

Les conventions comptables utilisées dans les secteurs d'activité sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les états financiers consolidés du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les frais de vente, généraux et administratifs sont répartis entre ces secteurs en fonction de divers facteurs, dont le bénéfice avant les éléments suivants¹⁾. Le Fonds évalue le rendement de chaque secteur en fonction des produits bruts, moins les charges d'exploitation et les frais de vente, généraux et administratifs.

Le Fonds a un client du secteur du nord-est des États-Unis qui représente environ 6,4 % des produits consolidés pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (6,1 % en 2005).

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

	<u>Au 31 mars 2006</u>	<u>Au 31 mars 2005</u>
Produits		
Canada	64 477 \$	55 000 \$
É.-U. – sud	63 820	45 079
É.-U. – nord-est	50 567	34 976
	178 864 \$	135 055 \$
Bénéfice avant les éléments suivants¹⁾		
Canada	22 194 \$	18 948 \$
É.-U. – sud	11 416	7 982
É.-U. – nord-est	16 941	13 145
	50 551 \$	40 075 \$
Amortissement		
Canada	12 954 \$	13 006 \$
É.-U. – sud	11 350	8 547
É.-U. – nord-est	10 969	8 455
	35 273 \$	30 008 \$

1) Le bénéfice avant les éléments suivants représente le bénéfice avant amortissement, les intérêts sur la dette à long terme, les frais de financement, le gain net à la cession d'immobilisations, la perte (le gain) sur les instruments dérivés, (le gain) la perte de change, les autres charges, les impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle.

Au 31 mars 2006

	Canada	É.-U. – sud	É.-U. – nord-est	Total
Immobilisations	109 607 \$	135 862 \$	51 396 \$	296 865 \$
Écart d'acquisition	50 889 \$	160 089 \$	260 373 \$	471 351 \$
Total de l'actif	473 706 \$	478 422 \$	759 000 \$	1 711 128 \$

Au 31 décembre 2005

	Canada	É.-U. – sud	É.-U. – nord-est	Total
Immobilisations	103 124 \$	138 011 \$	51 360 \$	292 495 \$
Écart d'acquisition	50 889 \$	157 230 \$	258 509 \$	466 628 \$
Total de l'actif	480 593 \$	479 907 \$	757 242 \$	1 717 742 \$

12. Nature saisonnière des activités

Les produits sont généralement plus élevés durant le printemps, l'été et l'automne, en raison du volume plus important de la collecte et de l'élimination des déchets. L'accroissement des produits du secteur de la collecte et de celui de l'élimination est partiellement neutralisé par une hausse des charges d'exploitation liées au service et à l'élimination de volumes supplémentaires de déchets et par une augmentation de l'amortissement des actifs liés aux décharges.

13. États financiers correspondants

Certains chiffres correspondants du trimestre ou de l'exercice antérieur ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.